



Mouvement de protestation du 15M contre les mesures d'austérité à Madrid, mai 2011. © Miguel Parra

LE PIÈGE DE L'AUSTÉRITÉ

L'Europe s'enlise dans les inégalités

Les programmes d'austérité ont décimé les mécanismes qui réduisent les inégalités et permettent une croissance équitable. Avec l'augmentation des inégalités et de la pauvreté, l'Europe doit faire face à une décennie perdue. Si les mesures d'austérité se poursuivent en Europe, 15 à 25 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation de pauvreté d'ici 2025. Oxfam le sait, car elle l'a déjà vu. Ces programmes d'austérité sont étonnamment similaires aux politiques d'ajustement structurel onéreuses imposées à l'Amérique latine, à l'Asie du Sud-Est et à l'Afrique subsaharienne dans les années 1980 et 1990. Ces politiques se sont soldées par un échec ; un médicament qui cherche à guérir la maladie en tuant le patient. Nous ne devons pas les reproduire. Oxfam demande aux gouvernements européens de s'éloigner des mesures d'austérité et de s'engager vers une croissance inclusive qui permettra des résultats optimaux pour les citoyens, les communautés et l'environnement.

La vague d'austérité économique qui s'est propagée en Europe à la suite de la crise économique qui a débuté en 2008 risque d'endommager sérieusement et de façon permanente le modèle social depuis longtemps cher à l'Europe. Tel que le prévoyaient depuis longtemps les économistes (y compris moi), l'austérité n'a fait que paralyser la croissance de l'Europe, avec des progrès en matière de finances publiques toujours aussi décevants. Pire, elle contribue aux inégalités qui affaibliront à plus long terme la situation économique, et contribueront à la souffrance des sans emplois et des personnes pauvres pour de nombreuses années. Le rapport d'Oxfam « *Le piège de l'austérité : l'Europe s'enlise dans les inégalités* » contribue grandement à l'évaluation des coûts élevés et persistants de ces politiques mal conçues.

**Professeur Joseph Stiglitz,
Lauréat du prix Nobel d'économie et
ex-économiste en chef de la Banque mondiale**

RÉSUMÉ

L'Europe se considère souvent comme un espace où le contrat social a pour objet un équilibre entre le développement économique et humain, via les mécanismes de protection sociale. Un espace où les services publics doivent permettre à chacun d'avoir accès à une éducation de haute qualité et veiller à ce que personne ne vive dans la peur de tomber malade. Où les droits des travailleurs, et particulièrement des femmes, sont respectés et soutenus. Où les sociétés prennent soin des plus faibles et des plus pauvres et où l'économie bénéficie à la société, plutôt que le contraire.

Ce modèle social idyllique est toutefois menacé depuis quelques temps : les inégalités de revenus ont ainsi augmenté dans de nombreux pays et ce, même avant le début de la crise financière. Le modèle européen est désormais directement remis en question par des politiques d'austérité mal conçues et présentées comme le prix à payer pour une économie en croissance, pour laquelle toutes et tous doivent se sacrifier. Sans contrôle, ces mesures mineront les avancées sociales de l'Europe, en créant des divisions à l'échelle des pays et du continent, ainsi qu'en ancrant une génération dans la pauvreté.

Le plan de sauvetage sans précédent des institutions financières européennes a peut-être sauvé le système bancaire de l'UE, mais il a également creusé les dettes publiques dans de nombreux pays. Ce plan partait du principe que les politiques d'austérité, centrées sur l'équilibre budgétaire et la réduction des déficits, restaureraient la confiance des marchés et permettraient ainsi la création d'emplois et le renouveau des économies. Dans la plupart des pays, ce ne fut pas le cas. Après près de trois ans, l'austérité s'accompagne systématiquement de coûts sociaux élevés. Les cas du Royaume-Uni, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce prouvent que plus l'austérité est sévère, plus l'augmentation de l'endettement public est élevée¹. La réduction aveugle de la dette a, avant tout, ignoré le fait que la croissance est toujours possible, même avec des taux d'endettement relativement élevés et que toute nouvelle croissance de l'économie doit être inclusive et bénéficier à toutes et tous.

Les programmes d'austérité mis en œuvre dans toute l'Europe, fondés sur des mesures fiscales régressives et à courte vue, ainsi que la réduction forte des dépenses, particulièrement dans les services publics (y compris éducation, santé et protection sociale...), ont décimé les mécanismes qui réduisent les inégalités et permettent une croissance équitable.

Les plus pauvres ont été plus fortement frappés, car le fardeau des responsabilités des excès des décennies précédentes a été transmis aux plus vulnérables et aux moins coupables. Aujourd'hui, les principaux promoteurs de l'austérité, dont le Fonds monétaire international (FMI), commencent à admettre que les mesures d'austérité n'ont pas abouti aux résultats escomptés et ont nui à la croissance, comme à l'égalité².

Avec l'augmentation des inégalités et de la pauvreté, l'Europe doit faire face à une décennie perdue.

Oxfam a constaté les répercussions des politiques d'austérité par le passé.

Les nations européennes affichent des chiffres record de chômage de longue durée et des jeunes ; une génération de jeunes qui est et restera confrontée à des années de chômage. Alors que la valeur réelle des revenus moyens continue à s'effondrer, plus rapidement dans les pays ayant mis en œuvre des réductions des dépenses d'ampleurs, même ceux qui travaillent peuvent s'attendre à un niveau de vie bien inférieur à celui de leurs parents. En Europe, près d'un ménage d'actifs sur dix vit désormais dans la pauvreté.

En 2011, au sein de l'UE, 120 millions de personnes vivaient dans la pauvreté. D'après les calculs d'Oxfam, ce nombre pourrait augmenter de 15 millions au moins et jusqu'à 25 millions si les mesures d'austérité se poursuivent. Les femmes seront les plus touchées. Pendant ce temps, les plus riches ont vu leur part de revenus totaux augmenter, alors que celle des plus pauvres diminuait. Si la tendance actuelle continue, certains pays européens afficheront bientôt des niveaux d'inégalité comptant parmi les plus élevés au monde.

Oxfam a toujours mené des campagnes visant non seulement à mettre en lumière la pauvreté et la souffrance, mais également — et c'est tout aussi important — à mettre en avant les politiques à l'origine de cette pauvreté. Oxfam ne peut plus assister à une situation de pauvreté et de souffrance en Europe, comme dans le reste du monde en raison de la réduction des budgets d'assistance humanitaire européens et de la baisse des dépenses.

L'expérience européenne est étonnamment similaire aux politiques d'ajustement structurel imposées à l'Amérique latine, à l'Asie du Sud-Est et à l'Afrique subsaharienne dans les années 1980 et 1990. Les pays de ces régions ont bénéficié de plans de sauvetage financier du FMI et de la Banque mondiale après avoir accepté d'adopter une série de politiques, notamment la réduction des dépenses publiques, la nationalisation de la dette privée, des réductions salariales et un modèle de gestion de la dette en vertu duquel les remboursements des crédettes des banques commerciales l'ont emporté sur les mesures destinées à permettre le relèvement socioéconomique. Ces politiques se sont soldées par un échec ; un médicament qui cherche à guérir la maladie en tuant le patient.

Oxfam, membre active de la société civile mondiale, a lutté contre ces politiques qui ont fait peser le fardeau du ralentissement économique sur ceux qui sont le moins en mesure de le supporter. Les politiques d'ajustement structurel ont provoqué une stagnation des revenus et une augmentation de la pauvreté dans de nombreux pays, avec de graves conséquences sur des générations dans le monde entier. L'Indonésie a mis dix ans pour voir son niveau de pauvreté redescendre à celui d'avant la crise. En Amérique latine, les revenus des citoyens modestes étaient identiques au milieu des années 1990 à ceux de 1980. Les services essentiels, tels que l'éducation et la santé, ont été réduits ou privatisés, excluant les plus pauvres et tout particulièrement les femmes. Parallèlement, la part des revenus des plus riches dans la société a rapidement augmenté.

En Europe, 15 à 25 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation de pauvreté d'ici 2025 si les mesures d'austérité se poursuivent.

Dix à vingt-cinq ans pourraient être nécessaires pour retrouver des niveaux de pauvreté antérieurs à ceux de 2008 en Europe.

Malgré ce récit édifiant, l'austérité se poursuit rigoureusement en Europe, au mépris des leçons du passé. Ces dernières laissent entrevoir un avenir très sombre pour les plus pauvres en Europe et tirent la sonnette d'alarme sur les conséquences nuisibles à la société dans son ensemble.

RECOMMANDATIONS

Cette situation n'est pas une fatalité. Il existe des solutions claires autres que la politique d'austérité actuelle. Le problème de la dette publique européenne doit être résolu par le biais d'un processus d'arbitrage transparent, qui peut inclure des restructurations ou des annulations de dettes. Le manque de régulation du système financier, que la crise économique a mis en lumière, doit également être réglé.

Oxfam demande aux gouvernements européens de ne plus se contenter de mesures d'austérité inefficaces. Ils doivent :

1. Investir dans l'humain et la croissance économique :

- donner la priorité à un programme de relance économique, en promouvant les investissements et les dépenses en capital ;
- cibler la création d'emplois ;
- protéger les budgets d'aide publique au développement de l'UE et des États membres.

2. Investir dans les services publics :

- garantir une éducation publique, universelle et de grande qualité pour toutes et tous ;
- garantir des soins de santé publics, universels et de grande qualité et renforcer les systèmes de protection sociale permettant aux plus vulnérables de vivre dignement et de sortir de la pauvreté.

3. Renforcer la démocratie:

- promouvoir une plus grande participation aux processus démocratiques par toutes les parties prenantes ;
- assurer une plus grande transparence et une plus grande redevabilité des processus politiques ;
- améliorer la démocratie au travail, notamment une meilleure représentation des employés et des opportunités pour un meilleur partage des responsabilités.

4. Établir des systèmes fiscaux justes :

- mettre en œuvre des réformes progressives de la fiscalité, notamment un impôt sur le capital et sur les transactions financières ;
- lutter contre l'évasion et la fraude fiscales, notamment par la transparence et l'échange d'informations financières, de nouvelles règles fiscales internationales et l'établissement de listes des paradis fiscaux.

L'Europe ne peut pas se permettre de continuer sur la voie de l'austérité et doit agir pour mettre en œuvre ces recommandations. Maintenir les mesures actuelles conduira à une décennie de creusement des inégalités et augmentera le risque d'autres crises financières et de troubles sociaux. Étant donné les enjeux, les arguments économiques, éthiques et financiers en faveur du changement ne pourraient pas être plus solides. Sans cela, nous risquons de devoir faire face en Europe à une décennie perdue. Nous avons besoin d'un nouveau modèle économique et social qui investit dans l'humain, renforce les institutions démocratiques et propose un système fiscal juste et progressif adapté au XXI^e siècle. Oxfam est fière de défendre la société civile en envisageant un modèle de prospérité fondé sur la justice sociale et un environnement durable.

1 INTRODUCTION

« Il est clair, à présent, que le mélange actuel d'austérité fiscale stricte et de réformes fermes des marchés n'a pas l'effet escompté... S'entêter à utiliser un médicament qui tue le patient est une folie que nous ne pouvons plus nous permettre. L'Europe pourrait adopter une approche plus équilibrée qui, contrairement à l'austérité pure et simple, s'est déjà avérée efficace. »

Raymond Torres, Directeur de l'Institut international d'études sociales de l'Organisation internationale du Travail ³

Le mandat d'Oxfam consiste à lutter contre l'injustice de la pauvreté où qu'elle existe et la pauvreté et, justement, les inégalités sont en augmentation en Europe. La détérioration de la situation des citoyens européens et les changements socioéconomiques en Europe risquent d'affecter le reste du monde. La crise du secteur bancaire, dont la réponse est à l'origine d'une crise de la dette publique, se répercute sur l'ensemble de la société. Il s'agit d'une dette que tous les Européens doivent payer. Toutefois, comme le démontre la suite du présent document, ce sont les Européens les plus pauvres qui supportent les coûts les plus lourds, en écho aux programmes d'ajustement structurel imposés aux pays d'Amérique latine, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique subsaharienne dans les années 1980 et 1990.

La crise financière internationale de 2008, dont l'effondrement de la banque d'investissement américaine Lehman Brothers s'est avéré le principal déclencheur, a plongé l'Europe dans une situation d'incertitude et d'instabilité économiques. Pour sauver le système bancaire européen, un plan de sauvetage sans précédent des banques et autres institutions financières a été instauré. Il a conduit à l'accumulation de dettes publiques considérables dans certains pays. De 2008 à 2011, la Commission européenne a approuvé 4,5 mille milliards d'euros d'aides à destination du secteur financier (soit 36,7 % du PIB de l'UE)⁴, ce qui a renfloué certaines banques, notamment Lloyds TSB au Royaume-Uni et BayernLB en Allemagne. De nombreuses banques n'ayant pas bénéficié de plans de sauvetage (Barclays, Deutsche Bank et Santander, entre autres) ont néanmoins reçu des aides indirectes par le biais d'interventions de l'État⁵.

Après le choc et l'éclatement des économies, les gouvernements sont parvenus à un premier consensus concernant la nécessité d'une réponse urgente au manque de demandes et à la perte de confiance des marchés par le biais d'une injection de pouvoir d'achat visant à stimuler la demande et les investissements dans un souci de maintien de la compétitivité, grâce à un programme de relance financière⁶. La création d'emplois, le renforcement de la sécurité sociale et la hausse des investissements économiques étaient ciblées par le plan de relance économique (PRE) européen, pour un coût total de 200 milliards d'euros

dans l'UE (soit 1,5 % du PIB de l'UE)⁷. Cependant, la vaste majorité des dettes que les pays de l'UE remboursent actuellement ont été accumulées à la suite du plan de sauvetage des institutions financières plutôt que grâce aux mesures de relance 2008-2010 (figure 1).

Figure 1 : Le plan de relance économique de l'UE vs les aides versées au secteur financier⁸



En 2010, de nombreux gouvernements européens ont mis un terme à leurs programmes de relance et se sont lancés dans une série de mesures d'austérité. Certains pays, comme la Grèce, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal, ont dû prendre des mesures d'austérité en vertu des modalités des accords de renflouement conclus avec la Banque centrale européenne, la Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI). D'autres, comme le Royaume-Uni, ont librement choisi de mettre en place des mesures d'austérité, qu'ils considéraient comme le meilleur moyen de surmonter une dette publique et des déficits budgétaires élevés.

Les mesures d'austérité sont composées de plusieurs politiques qui creusent les inégalités, entraînent la perte de services publics décentes et sapent les mécanismes de protection sociale, en passant par la dérégulation du marché du travail qui affaiblit la négociation collective. Ces mesures, qui impliquent principalement des mesures fiscales régressives et la réduction marquée des dépenses, ont des effets sévères sur les sociétés européennes, à une époque où de nombreux pays enregistrent déjà des taux de chômage record.

Alors que dans de nombreux pays européens, les plus riches touchés par l'austérité ont vu leur part salariale augmenter, les plus pauvres ont vu la leur chuter.

Oxfam a déjà constaté les répercussions de telles mesures par le passé. Les mesures d'austérités européennes font clairement écho aux programmes d'ajustement structurel des années 1980 et 1990 en Asie du Sud-Est, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, qui ont eu de profondes répercussions sur les niveaux de pauvreté et d'inégalités. Dans certains pays, ces programmes ont bloqué le développement pendant 20 ans et ont conduit à une augmentation des inégalités extrêmement

forte. Sur la base des enseignements tirés de ces crises précédentes, le présent document propose des solutions visant à remplacer les mesures d'austérité.

Alors que ce document s'intéresse aux conséquences des politiques d'austérité sur les citoyens, les solutions destinées à favoriser un nouveau modèle exigent un modèle économique durable dans les limites environnementales de la planète. Différentes options permettraient à l'Europe de sortir de la crise actuelle, tout en garantissant les droits fondamentaux de ses citoyens et en protégeant ceux qui vivent dans la pauvreté en Europe et ailleurs.

2 LES RÉPERCUSSIONS DES MESURES D'AUSTÉRITÉ

« J'aimerais qu'Angela Merkel comprenne que l'austérité affaiblit l'économie. Elle augmente le chômage, diminue les salaires et creuse les inégalités. Il n'existe aucun exemple de grande économie pour laquelle l'austérité a permis la reprise de la croissance. »

Professeur Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie et ex-économiste en chef de la Banque mondiale⁹

Les conséquences à long terme de l'austérité pourraient accroître la pauvreté et les inégalités dans les 20 ans à venir.

L'UE a permis à de nombreuses personnes d'atteindre une classe moyenne de plus en plus vaste et chacune des deux dernières générations a profité de revenus relatifs supérieurs à ceux de leurs parents. L'augmentation récente des inégalités et de la pauvreté, toutefois, aggravée par la crise économique et les mesures prises en réaction à cette crise, menace de miner cette prospérité et, par conséquent, le projet même de cohésion et d'avancée européennes.

D'après l'expérience d'Oxfam en matière de répercussions des mesures d'austérités en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et en Afrique subsaharienne, il est probable que les inégalités continuent de se creuser pendant de nombreuses années. À mesure que la capacité de réduction des inégalités et de la pauvreté des pays s'affaiblira, l'Europe sera encore plus divisée, à l'échelle nationale et continentale.

L'AUSTÉRITÉ EN EUROPE

Dans toute l'Europe, l'austérité a surtout été synonyme d'une réduction marquée des dépenses visant à réduire les déficits budgétaires. Au Royaume-Uni, par exemple, le rapport réduction des dépenses/augmentations des impôts est d'environ 85:15 : pour 100 £ de réduction d'un déficit, 85 £ sont issues de la réduction des dépenses, alors que 15 £ sont issues de l'augmentation des impôts¹⁰. La réduction des déficits budgétaires ne s'accompagne pas nécessairement d'une réduction de la dette et les taux de déficit peuvent chuter alors que la dette continue à augmenter et que les emprunts continuent de se heurter au déficit. Lorsque la dette ne cesse d'augmenter, le véritable coût de l'austérité (et qui gagne ou perd véritablement en raison de ces politiques) doit être mesuré.

De 2010 à 2014, les dépenses publiques totales seront réduites de 40 % du PIB en Irlande, d'environ 20 % dans les pays baltes, de 12 % en Espagne et de 11,5 % au Royaume-Uni¹¹. Pour de nombreux pays, cette mesure se traduit par la perte d'un important nombre de services publics essentiels et d'emplois publics. Au Royaume-Uni, par exemple, d'après les prévisions, 1,1 million d'emplois publics seront supprimés de 2010 à 2018. Parmi ces suppressions d'emplois, il est prévu que les femmes soient deux fois plus touchées que les hommes, car elles représentant 64 % des fonctionnaires du Royaume-Uni¹². Cette expérience est répétée dans l'Europe entière. Par ailleurs, l'Italie et l'Irlande ont diminué les salaires de la fonction publique, alors qu'au Royaume-Uni, au Portugal et en Espagne, ils ont en grande partie été gelés¹³.

En outre, les budgets des systèmes de sécurité sociale ont subi des réductions importantes imposées par les gouvernements européens. Les budgets 2011 grec, letton, portugais et roumain ont tous subi des diminutions de plus de 5 %¹⁴. Face à l'augmentation des prix de nombreux biens et services, cette réduction a des effets directs sur le revenu disponible des citoyens. Étant donné qu'il est plus probable que les femmes soient chargées de prendre soin des enfants et des autres personnes dépendantes, elles sont nettement plus touchées par les réductions des allocations familiales, des allocations logement, des pensions d'invalidité ou d'autres types de prestations d'aide sociale qui limitent leur accès au marché du travail.

Parallèlement, les services publics, les transferts sociaux et la négociation collective, essentiels pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, sont tous en cours d'érosion. En raison de la chute des budgets, les Européens les plus pauvres ont fait face à une perte de services et de soutiens, rendant la pauvreté bien plus compliquée à surmonter. Le Portugal¹⁵, l'Irlande¹⁶ et le Royaume-Uni¹⁷ ont tous pris des mesures visant à limiter l'admissibilité des chômeurs et personnes en situation de handicap aux prestations d'aide sociale. En outre, certains pays ont revu les prestations de sécurité sociale à la baisse en termes réels¹⁸, ce qui ne permet plus aux familles de faire face au chômage et au coût de la vie autant qu'avant.

En 2010, les dépenses de santé en Europe ont enregistré leur première baisse depuis des décennies. En Irlande et en Grèce, la réduction des dépenses a dépassé 6 %, renversant ainsi la tendance de 10 ans de croissance¹⁹. Ceci pourrait avoir des répercussions importantes à long terme²⁰. À Lisbonne, environ 20 % des clients des pharmacies, principalement des femmes, des chômeurs et des personnes âgées, ne sont pas repartis avec la totalité de leur ordonnance en raison de l'augmentation des coûts²¹.

Dans le cadre de leurs mesures d'austérité, de nombreux pays ont pris des dispositions pour privatiser les services publics, avec pour objectif de réduire les déficits budgétaires de l'État. La Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Italie ont tous fait face à une pression considérable de la part des institutions internationales, les poussant à entreprendre la privatisation, c'est à dire la vente des sociétés nationales de distribution de l'eau, de l'électricité et de transport public, ainsi que les institutions de soins de santé²².

Les pays ayant mis en œuvre des mesures d'austérité ont également déréglementé leur marché du travail, en assouplissant la réglementation du travail et en limitant les droits des travailleurs, sur la base du principe selon lequel ces mesures promouvraient une relance soutenue par le secteur privé qui atténuerait les pertes liées aux réductions subies par la fonction publique. En Grèce et en Italie, les États cherchent à affaiblir la sécurité du travail en promulguant des politiques qui suppriment les protections contre les licenciements injustifiés. Pourtant — et c'est important — les augmentations de la « flexibilité » du marché du travail n'ont pas été accompagnées de mesures de protection sociale qui auraient pu protéger ceux qui souffrent de revenus précaires.

L'érosion des systèmes de négociation collective est encore plus préoccupante, car elle réduira encore davantage la capacité des travailleurs à sécuriser une augmentation vitale de leurs salaires²³. La Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne ont tous mis en œuvre des politiques visant à démanteler les systèmes de négociation collective²⁴. Ceci aboutira très probablement au creusement des inégalités et à une chute permanente des salaires réels²⁵.

La plupart des pays européens ont augmenté la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), mesure essentielle de leurs plans d'austérité²⁶. L'augmentation de la TVA est une imposition régressive qui affecte de manière disproportionnée les personnes à revenus plus modiques, qui, proportionnellement à leurs revenus, ont tendance à dépenser plus en TVA²⁷. Alors que la TVA est une mesure permettant d'augmenter les rentrées fiscales relativement simplement, elle ignore les taux élevés d'évasion et de fraude fiscales parmi les multinationales et les particuliers. La Commission européenne a reconnu que les gouvernements de l'UE perdent environ 1 milliard d'euros par an en raison de l'évasion et de la fraude fiscales²⁸. De nouveaux impôts, relativement faibles, ont également été appliqués à la santé. Ils deviendront probablement une source de revenus clé et constituent une méthode bien plus progressive de comblement des déficits.

LES RÉPERCUSSIONS DE L'AUSTÉRITÉ

« Le coût social à long terme de la crise économique a été sous-estimé. De plus en plus de particuliers sont chassés de chez eux. De plus en plus de particuliers sont piégés par le surendettement, en raison de l'augmentation des coûts de la vie et de la réduction des revenus. La pauvreté infantile croît et les jeunes ne peuvent plus se projeter. Les personnes vulnérables se sentent de plus en plus stigmatisées par l'opinion publique, comme si elles étaient responsables de leur situation et comme si la protection sociale était un luxe en période d'austérité. »

Réseau européen contre la pauvreté, août 2013

Les mesures d'austérité devaient redonner confiance aux marchés, afin de permettre le crédit et les investissements, en générant la croissance

du secteur privé et la création d'emplois. Dans la plupart des pays, au lieu de cela, Oxfam et ses partenaires européens ont déjà observé les effets dévastateurs de l'austérité, dont les conséquences à long terme se répercuteront sur plusieurs générations. En effet, lorsque la croissance a effectivement repris, les gains n'ont pas été distribués équitablement : les plus pauvres en paient encore les conséquences et les riches en ont été relativement préservés. Ce manque de croissance inclusive met la durabilité de la relance en danger.

« Tous les jours, je pars et rentre chez moi comme si j'avais encore un travail. Dans ce pays, quiconque est au chômage est discriminé. Plus on est en difficultés, pire on est traité... partout. Je le ressens au quotidien. »

Manuela, assistante administrative au chômage²⁹.

Chômage

Dans toute l'Europe, le taux de chômage³⁰, le chômage de longue durée³¹ et le chômage des jeunes³² ont tous atteint des valeurs record depuis 2000. En Espagne comme en Grèce, le taux de chômage a presque triplé entre 2007 et 2012, passant de 8,3 % avant la crise à plus de 24 %³³. En Irlande, en Grèce et en Espagne, le chômage de longue durée a quadruplé entre 2008 et 2012³⁴. Au Portugal, le chômage de longue durée a augmenté de 4 % en 2008 à 7,7 % en 2012, son record depuis 1992³⁵. Il est préoccupant de constater que plus de la moitié des chômeurs de longue durée en Europe sont au chômage depuis plus de deux ans³⁶. Le chômage des jeunes est particulièrement élevé au Portugal (42 %), en Espagne (56 %) et en Grèce (59 %), soit plus du double des taux enregistrés en 2008³⁷. L'Italie a également récemment affiché un taux de chômage des jeunes de 39,1 %³⁸.

« Je prévoyais de trouver du travail. Peu m'importait que ce soit dans mon secteur ou non. Je voulais juste travailler : dans un magasin de vêtements ou un supermarché, faire des ménages, n'importe quoi. J'ai supprimé la mention « titulaire d'une licence » de mon CV. J'ai supprimé le paragraphe qui expliquait que j'étudiais en master. Personne ne veut d'une diplômée pour nettoyer les toilettes. »

Ana, 24 ans³⁹.

« Qui a été frappé le plus fort ? Les plus pauvres. Les plus pauvres et les plus âgés. Ce n'est pas surprenant, mais c'est décevant. Je suis très ennuyée. Nous avons travaillé pour que nos enfants ne connaissent pas ce qu'on a connu et ils l'ont tout simplement gaspillé. »

Ann, 65 ans⁴⁰.

Travailleurs pauvres

En Europe, près d'un ménage d'actifs sur dix vit désormais dans la pauvreté. On parle de « travailleurs pauvres » ou de « pauvreté chez les travailleurs ». Chypre, l'Irlande et l'Italie ont tous enregistré un niveau de pauvreté record ces deux dernières années⁴¹. Les travailleurs

s'aperçoivent de plus en plus que les seuls emplois créés offrent une sécurité limitée ou moins d'heures que le temps de travail dont ils ont besoin⁴². Comme l'ILO l'a signalé récemment, la situation en matière d'emploi, qui s'est considérablement aggravée, a également intensifié le risque de troubles sociaux⁴³.

Pour les actifs, les salaires réels chutent plus rapidement dans les pays ayant opté pour une réduction agressive des dépenses, qui empêche les citoyens de s'adapter facilement à l'augmentation des prix. Au Royaume-Uni et au Portugal, les salaires réels enregistrés ont chuté de 3,2 %⁴⁴. Les salaires réels au Royaume-Uni sont à présent au niveau de 2003 et représentent une décennie perdue pour le travailleur moyen⁴⁵. L'Italie, l'Espagne et l'Irlande ont toutes enregistré une réduction des salaires réels pendant cette période. La Grèce a, quant à elle, enregistré une chute des salaires réels de plus de 10 %⁴⁶.

« C'est une telle lutte. Les salaires n'augmentent pas, mais les prix des denrées alimentaires et des titres de transport, eux, augmentent. Lorsque j'ai payé mes factures de gaz et d'électricité, les frais de garde des enfants, les courses, le transport jusqu'au travail, il me reste peut-être, si j'ai de la chance, environ 10 livres. Je dois parfois me passer de dîner ou ne pas manger de la journée, afin de garder un peu d'argent pour le reste. »

Lorna, 33 ans⁴⁷

Le creusement des inégalités et l'augmentation du niveau de pauvreté

Les mesures d'austérité affaiblissent les mécanismes qui combattent les inégalités. La distribution des revenus est de plus en plus inéquitable : les revenus des riches augmentent et ceux des pauvres diminuent.

Il a été démontré que les inégalités ont des conséquences socioéconomiques importantes. Par exemple, un niveau élevé est corrélé à une baisse de confiance entre les personnes⁴⁸, ce qui affecte la cohésion des communautés et de la société dans l'ensemble. De même, des inégalités importantes sont associées à une augmentation de la criminalité⁴⁹, à une plus mauvaise santé⁵⁰ et à des taux inférieurs de réussite scolaire⁵¹. Les inégalités risquent également d'entraîner une augmentation de la susceptibilité à un autre krach financier⁵². Comme on l'a remarqué récemment, de longues périodes de revenus inégaux entraînent une augmentation des taux d'emprunts élevés à haut risque par ceux qui sont le moins en mesure de les rembourser⁵³. Ceci augmente également le risque de crises économiques majeures. L'augmentation des inégalités expose donc la croissance durable à long terme à un risque.

Même avant la crise financière, de nombreux pays européens affichaient, malgré une croissance forte, un taux croissant d'inégalités des revenus⁵⁴. Le Portugal et le Royaume-Uni se classaient déjà parmi les pays les plus inégaux de l'OCDE⁵⁵, ce qui pose de graves questions concernant le

caractère équitable de la croissance dans les pays dans lesquelles elle sera finalement relancée.

L'austérité a déjà commencé à accélérer le creusement des inégalités, reflétant les effets historiques des mesures d'austérité dans les pays de l'OCDE ces 30 dernières années⁵⁶. Le Portugal, la Grèce et l'Italie ont constaté une augmentation des inégalités de leurs revenus nets de près d'un point de pourcentage en 2010-2011⁵⁷. Cette hausse reflète en partie les gains des élites économiques, conséquence directe des politiques d'austérité. En effet, même une fois les impôts et les prestations d'aide sociale pris en compte, les plus riches ont vu leur part de revenus totaux augmenter, alors que les plus pauvres ont vu la leur chuter. Les autres indications de prospérité permanente des plus riches comprennent notamment la croissance des marchés d'articles de luxe européens⁵⁸.

Dans les années qui ont suivi la crise financière, les pays les plus touchés par les mesures d'austérité (Grèce, Italie, Espagne, Portugal et Royaume-Uni) ont constaté l'un de ces deux effets : le dixième des citoyens les plus riches a vu sa part de revenus totaux augmenter ou le dixième des citoyens les plus pauvres a vu sa part de revenus diminuer. Dans certains cas, les deux effets ont été simultanés⁵⁹.

Figure 2 : Part des revenus pour le dixième le plus pauvre et le dixième le plus riche de la population de l'UE, en 2011⁶⁰

Le dixième des citoyens les plus pauvres gagne 3 % des revenus totaux dans l'Union européenne

Le dixième des citoyens les plus riches gagne 24 % des revenus totaux dans l'Union européenne



Ceux dont les revenus sont supérieurs ont souvent plus d'influence sur les décideurs qui, à leur tour, promulguent des politiques qui accentuent les inégalités de distribution des revenus. Par ailleurs, ils sont plus susceptibles d'avoir les moyens d'augmenter leurs revenus grâce, notamment, à des investissements financiers et à des immobilisations. Les inégalités peuvent donc se creuser et entraîner une augmentation de la pauvreté. En outre, des modifications relativement limitées de la distribution des revenus peuvent avoir un effet de taille sur le niveau de pauvreté.

La richesse combinée des dix personnes les plus riches d'Europe dépasse le coût total des mesures de relance dans l'UE sur la période 2008-2010 (217 milliards d'euros contre 200 milliards d'euros)⁶¹.

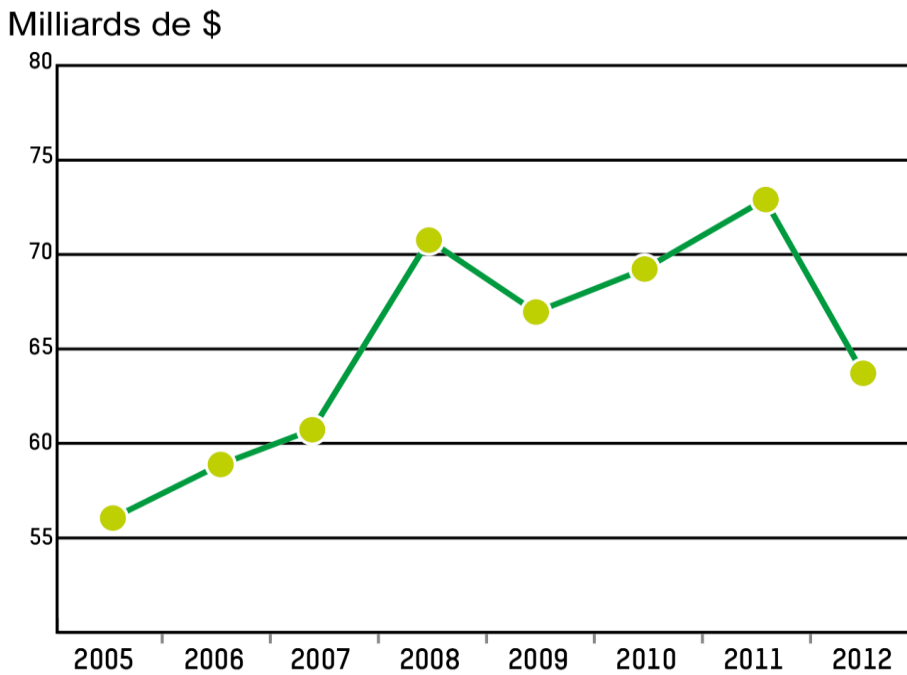
La pauvreté augmente déjà dans l'Union européenne. En 2011, 121,2 millions de personnes (soit 24,3 % de la population) étaient exposés à un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale⁶². La Grèce, l'Espagne, la France, la Belgique, la Slovaquie et la Suède ont toutes enregistré une augmentation du nombre de personnes à risque de pauvreté d'environ un point de pourcentage entre 2008 et 2011. La pauvreté infantile est également en forte hausse en Europe⁶³.

LES REPERCUSSIONS DE L'AUSTERITE AU-DELA DES FRONTIERES EUROPEENNES

Les conséquences de l'austérité en Europe sont graves pour les pays en développement⁶⁴. De nombreux pays européens ont choisi de réduire l'aide publique au développement dans le cadre de leurs mesures d'austérité. Même si l'UE restait collectivement le plus grand acteur humanitaire du monde en 2012, avec des dons à hauteur de 70,7 milliards de dollars (soit la moitié de l'aide publique au développement du monde)⁶⁵, ce chiffre était en baisse par rapport aux années précédentes⁶⁶. L'aide des 15 États membres de l'UE aussi membres du Comité d'aide au développement (CAD) a chuté à 63,8 milliards de dollars en 2012, soit une baisse de 7,3 % par rapport à 2011⁶⁷. Sans surprise, de nombreux États membres n'atteindront probablement pas leurs objectifs d'aide en termes de pourcentage du produit national brut (PNB).

En outre, l'austérité en tant que politique économique est adoptée par de nombreux pays en développement, ce qui provoque une augmentation des dépenses publiques supérieure à celle des pays développés et expose les objectifs de développement à un risque⁶⁸. Dans le monde entier, les coûts de l'ajustement sont transférés aux populations vivant déjà difficilement en raison d'offres d'emplois moins nombreuses et moins bien rémunérées, de coûts d'alimentation et de carburant supérieurs et d'un accès réduit aux services essentiels depuis le début de la crise. En bref, des millions de foyers du monde entier continuent d'assumer les coûts d'une « relance » en grande partie responsable de leur exclusion⁶⁹.

Figure 3 Déclin de l'aide publique au développement totale de l'UE⁷⁰



L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS À LA HAUTEUR

La stratégie de l'austérité se révèle finalement contre-productive du point de vue de son objectif de soutien de la confiance et de réduction des déficits budgétaires.

Raymond Torres, directeur de l'ILO (International Institute for Labour Studies)⁷¹

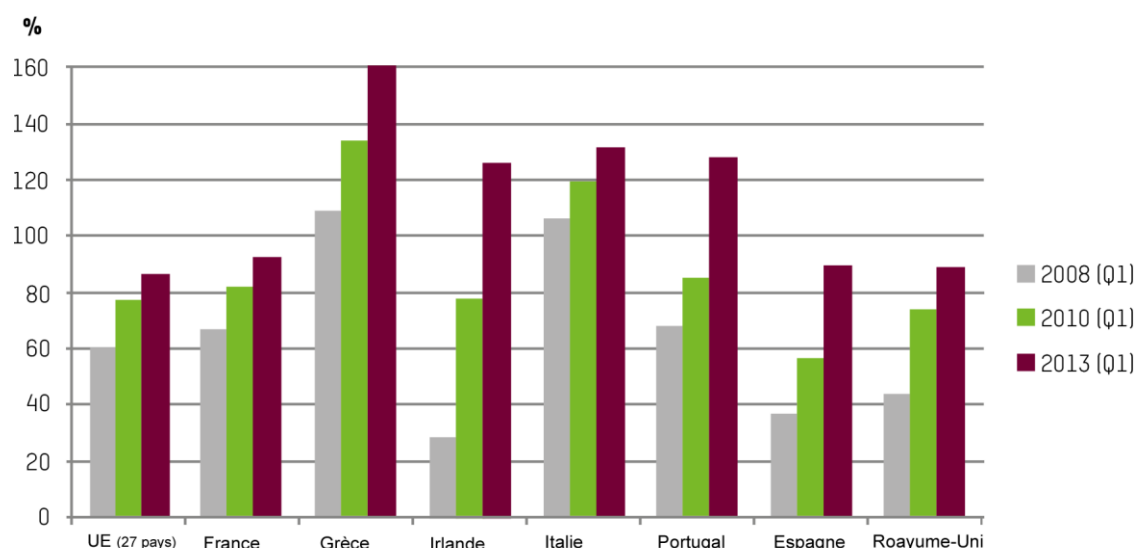
L'austérité en tant que politique économique a été principalement conçue pour réduire les déficits budgétaires, afin de restaurer la confiance des marchés et, finalement, de permettre la création d'emplois, la relance de la croissance et la réduction de la dette. Comme le stipule le Traité de Maastricht, texte fondateur de l'Union européenne, le rapport endettement/PIB pour tous les pays ne devrait pas excéder 60 %, avec un rapport déficit/PIB ne dépassant pas 3 %. Les institutions assurant le renflouement de nombreux pays leur ont imposé comme objectif d'atteindre ces rapports d'ici l'exercice fiscal 2014-2015.

Toutefois, après près de trois ans de mise en œuvre, l'austérité ne respecte même pas ses propres engagements (elle a augmenté ⁷² et les taux d'endettement), encore moins en matière de coûts humains énormes, inégalement distribués. La majorité des pays de l'UE ont vu leur rapport endettement/PIB augmenter ces quatre dernières années⁷³. Parallèlement, les déficits n'ont pas diminué assez rapidement, ce qui a conduit au recul des échéances⁷⁴ et provoque potentiellement une spirale infernale de croissance faible, voire négative, qui se solde par des déficits élevés permanents, une réduction des dépenses plus importante et de rares perspectives de changements. La promesse d'une croissance forte reste encore à venir dans de nombreux pays⁷⁵.

Le retour de la croissance en Irlande est souvent cité comme faisant figure d'exception par rapport aux pays mentionnés précédemment. Elle semble pourtant offrir aux autres pays européens une fenêtre sur l'avenir avec des taux élevés d'inégalités régionales des revenus, une forte précarité du travail⁷⁶ et un pouvoir d'achat considérablement réduit⁷⁷. L'Irlande est, en outre, très dépendante de la redistribution des revenus par l'État via la fiscalité et les transferts⁷⁸, un exploit susceptible de diminuer si les mesures d'austérité continuent à sévir.

L'Islande, en comparaison, connaît un retour de la croissance grâce à l'augmentation des impôts des familles à revenus élevés, à la protection des familles à revenus modiques et faibles de la réduction des dépenses⁷⁹ et à la hausse des salaires réels de 1,5 %, mesure partiellement due à un accord collectif d'augmentation des salaires⁸⁰. Ces mesures ont permis d'atteindre des niveaux d'inégalités sur le marché plus stables en Islande qu'en Irlande⁸¹.

Figure 4 Taux d'endettement/PIB (2008-2013)⁸²



Des taux d'endettement/PIB ou déficit/PIB faibles ne sont pas nécessairement les précurseurs de la croissance. À titre de comparaison, le rapport endettement/PIB du Royaume-Uni était nettement supérieur à 90 % de 1949 à 1966, pourtant le pays a connu une croissance forte pendant cette période, en moyenne supérieure à 3 %. La réduction aveugle de la dette par le biais de mesures d'austérité ignore le fait que la croissance est toujours possible, même avec des taux d'endettement relativement élevés. Il doit toutefois être souligné qu'à un certain point, l'endettement n'est plus viable et que d'autres options doivent être envisagées.

Le taux de croissance des pays dans lesquels l'austérité a été moins autoritaire, comme en Islande, en Norvège et en Allemagne, affaiblit l'argument selon lequel l'austérité crée des conditions stimulant une croissance forte. En outre, des leçons concernant les répercussions nocives et contre-productives de l'austérité agressive peuvent être tirées de l'expérience des pays d'Asie du Sud-Est, d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne, notamment, ayant adopté des mesures similaires dans les années 1980 et 1990.

3 CETTE SITUATION NE NOUS EST PAS INCONNUE ET NOUS SAVONS QUE L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS LA SOLUTION

« Le programme d'ajustement structurel ESAP (en anglais, *Economic Structural Adjustment Programme*) signifie que nous ne pouvons manger que deux fois par jour. Nous ne pouvons plus acheter de viande, dont les prix sont trop élevés. Tout est plus cher maintenant. Je ne peux pas payer les frais de scolarité de mon fils et de ma fille depuis qu'ils les ont imposés. Le gouvernement dit que c'est à cause du programme ESAP. Nous ne pouvons même pas aller à la clinique lorsque les enfants sont malades, car nous n'avons pas les moyens de payer les médicaments. »

Femme zimbabwéenne⁸³

« J'ai lu que notre pays se stabilise. C'est peut-être vrai, mais nous n'avons pas de travail. Nous ne pouvons pas envoyer nos enfants à l'école. La stabilisation est peut-être une bonne chose pour le pays auquel nous remboursons des dettes, mais ici, la vie est de plus en plus dure. »

Femme zambienne⁸⁴

L'Amérique latine, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique subsaharienne ont connu des crises financières, économiques et monétaires difficiles pendant les années 1980 et 1990. Le FMI et la Banque mondiale leur ont prescrit le même remède : un *package* d'ajustement structurel, dans le cadre duquel ces pays ont reçu une aide financière de la part du FMI et de la Banque mondiale après avoir accepté d'adopter une série de politiques économiques, notamment la réduction des dépenses publiques, la nationalisation de la dette privée, des réductions salariales dans le secteur public, la décentralisation de la négociation collective et un modèle de gestion de la dette en vertu duquel les remboursements des créanciers des banques commerciales l'ont emporté sur les mesures destinées à permettre le relèvement socioéconomique⁸⁵. Les promoteurs de ces politiques supposaient que les réformes structurelles permettraient de générer rapidement une augmentation considérable des investissements et de la croissance, qui, à son tour, entraînerait une hausse de la création d'emplois et une augmentation des salaires.

Ces *packages* d'ajustement structurel étaient étonnamment similaires aux mesures d'austérité mises en œuvre en Europe aujourd'hui et nous permettent d'effectuer des comparaisons utiles des répercussions

potentiellement destructrices de l'austérité. Il convient de souligner que la richesse et la force institutionnelle relatives des pays européens peuvent différer de celles des pays d'Amérique latine, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique subsaharienne dans les années 1980 et 1990. Ceci ne suffira pas à mettre un terme aux conséquences négatives de ces mesures, mais pourrait signifier que les mêmes effets destructeurs de l'austérité seront plus longs à se manifester.

LES RÉPERCUSSIONS DE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Les expériences de l'Amérique latine, de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique subsaharienne montrent non seulement que les politiques d'ajustement structurel ne permettent pas de mettre un terme aux crises, mais également qu'elles ont des répercussions négatives à long terme sur la pauvreté et des inégalités. Avec des niveaux de pauvreté et de bien-être retombés aux niveaux enregistrés 20 ans plus tôt, la mise en œuvre des politiques d'ajustement a coûté cher à des centaines de millions de personnes.

La décennie perdue de l'Amérique latine

« L'ajustement [en Amérique latine] s'est avéré un processus nettement plus lent, plus difficile et plus douloureux que la Banque l'a reconnu au départ... Ce que je recherche... c'est un autre moyen de faire des affaires à l'avenir. »

James Wolfensohn, alors président de la Banque mondiale, avril 1996⁸⁶

Les politiques d'ajustement structurel ont fait des ravages sur le niveau de vie en Amérique latine et ont entraîné l'augmentation des niveaux de pauvreté. Dès le début des années 1980, les marchés ont été libéralisés sur l'ensemble du continent et la pauvreté, ainsi que le chômage, ont augmenté⁸⁷. Dans de nombreux endroits, les droits du travail ont été minés, les salaires réels ont chuté⁸⁸, les emplois informels et précaires se sont multipliés⁸⁹ et les inégalités et l'instabilité financière et économique ont augmenté⁹⁰. Au milieu des années 1990, la plupart des pays d'Amérique latine ont vu leurs revenus par personne chuter à des niveaux datant de 15 ans et, dans certains pays, ces chiffres sont retombés à des niveaux disparus depuis 25 ans.

Les inégalités ont augmenté dans les années 1980 et 1990 dans la quasi-totalité des pays de la région⁹¹. À l'exception de l'Uruguay, tous les autres pays concernés ont vu les 10 % les plus riches de leur population augmenter leur part des revenus nationaux pendant ces 20 années, alors que la part des 40 % les plus pauvres a stagné ou diminué. Les analystes estiment que la moitié de l'augmentation de la pauvreté basée sur les revenus pendant cette période était due à la redistribution en faveur des plus riches⁹². Lorsque le taux de croissance a commencé à se relever et que l'inflation a commencé à diminuer dans les années 1990, aucune amélioration de la distribution des revenus n'a été constatée.

En 2000, les inégalités en Amérique latine avaient atteint un taux record⁹³. Bien qu'il ait légèrement diminué depuis dans certains pays, en raison de politiques nationales concertées plutôt que grâce au modèle économique d'ajustement et d'austérité imposé auparavant, le niveau reste supérieur à celui de la fin des années 1970.

Les inégalités de distribution des revenus sont associées à l'inégalité d'accès aux services de santé et d'éducation, entre autres services sociaux importants, car les plus pauvres n'ont pas les moyens de s'offrir des services privés. De 1980 à 2000, les dépenses publiques en Amérique latine figuraient parmi les plus faibles (environ 20 % du PIB)⁹⁴. Couplé à la privatisation de nombreux services sociaux essentiels, le manque de dépenses publiques a entraîné la soumission des services clés à des honoraires, qui les a rendus inaccessibles à de nombreux foyers.

Les inégalités croissantes en Amérique latine ont agi comme un catalyseur de la pauvreté⁹⁵. Le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté⁹⁶ est passé de 40,5 % en 1980 à 48,3 % en 1990. Le nombre de personnes touchées par la pauvreté en Amérique latine en 1994 restait supérieur à celui de 1980⁹⁷.

En 1997, plus de 200 millions de citoyens d'Amérique latine vivaient dans la pauvreté, malgré une reprise annuelle de la croissance par tête de plus de 2 %⁹⁸. Depuis 1997, le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté en Amérique latine a diminué progressivement, mais il a fallu attendre 2005 pour que le niveau de pauvreté passe sous celui de 1980. Autrement dit, **il a fallu 25 ans pour retrouver un niveau de pauvreté équivalent à celui d'avant la crise.**

Asie du Sud-Est

En 1997, le FMI a réagi à la crise en Asie du Sud-Est de la même manière qu'en Amérique latine dans les années 1980, malgré des circonstances régionales au début de la crise différentes de celles de l'Amérique latine 15 ans auparavant. Le FMI a exigé la déflation par le biais d'une réduction des dépenses publiques et du financement du déficit par la dette publique à des taux d'intérêt élevés.

Ces mesures ont rapidement eu des répercussions négatives dans plusieurs pays, notamment l'augmentation de la pauvreté en Indonésie et du chômage en Thaïlande. En Indonésie, le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour est passé de 100 millions en 1996 à 135 millions en 1999, le PIB a décliné de 15 % en un an. Il a fallu **plus de 10 ans pour retrouver un niveau de pauvreté équivalent à celui d'avant la crise**⁹⁹. Dans les pays dans lesquels les programmes d'ajustement structurel ont été introduits, les dépenses publiques ont été réduites d'1 % du PIB en moyenne dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

La Malaisie est un exemple intéressant de pays ayant refusé l'aide et les conseils du FMI. Au lieu de poursuivre l'ouverture de son économie, la Malaisie a imposé des contrôles des mouvements de capitaux dans un

effort visant à éliminer les transactions spéculatives dans sa devise. Le pays a globalement souffert de problèmes économiques moins sévères que les autres pays frappés par la crise financière asiatique.

Afrique subsaharienne

Dans les années 1990, les pays d'Afrique subsaharienne ont été gravement affaiblis par les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI et la Banque mondiale. Au Zimbabwe, les dépenses par tête dans les secteurs des soins de santé de premier recours et de l'éducation primaire ont été réduites d'un tiers entre 1990 et 1995. En Zambie, les dépenses dans le secteur des soins de santé ont été divisées par deux de 1990 à 1994 et les dépenses consacrées à l'éducation primaire des enfants étaient moins élevées en 1999 qu'au milieu des années 1980. En Tanzanie, les dépenses par tête dans les secteurs de la santé et de l'éducation étaient inférieures d'un tiers en 1999 par rapport au milieu des années 1980.

Inévitablement, une réduction des dépenses publiques d'une telle ampleur a amoindri la qualité des services publics. Par ailleurs, la réduction des dépenses publiques a, de manière caractéristique, été accompagnée par un programme de privatisation des services publics et l'introduction de tickets modérateurs. Les effets de ces politiques ont surtout été ressentis par les pauvres, pour qui s'acquitter des honoraires était plus difficile¹⁰⁰.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la privatisation a eu des répercussions négatives claires sur la sécurité alimentaire. L'activité des entreprises nationales chargées de l'approvisionnement en semences et engrais subventionnés, ainsi qu'en graines hors saison, a été réduite avant libéralisation ou privatisation. Au Malawi, la suppression des subventions versées pour les semences et engrais a contribué à quatre années de crise alimentaire (de 2001 à 2005). Au Mali, la suppression du mécanisme appuyé par l'État visant à lutter contre la grande volatilité du secteur du coton à l'international a exposé les producteurs de coton maliens à des prix très faussés sur les marchés mondiaux. Ils ont considérablement chuté en raison des importantes subventions versées par les pays développés à leurs propres producteurs. Il en a résulté une chute de 20 % du prix perçu en 2005 par les trois millions de producteurs de coton maliens, à l'origine d'une augmentation de la pauvreté estimée à 4,6 % dans tout le pays.

LA VOIE DE LA SORTIE DE CRISE

De nombreux pays d'Amérique latine, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique subsaharienne sont finalement sortis de la crise en appliquant des mesures contraires aux politiques promues par le FMI. Alors que la relance économique en Amérique latine a eu lieu dans un contexte d'amélioration des conditions extérieures, plus particulièrement une augmentation des prix des matières premières à l'international et une réduction du fardeau du remboursement des dettes, l'adoption de

politiques plus progressives a également joué un rôle primordial. En effet, reconnaissant la situation, le FMI lui-même a récemment changé de cap en ce qui concerne les politiques d'ajustement structurel¹⁰¹. Certaines mesures prises ont accru le rôle de l'État dans l'économie. Il s'agit, entre autres :

- de la régulation des politiques fiscales et monétaires et l'introduction de nouveaux mécanismes de contrôle. Le Brésil et le Costa Rica, par exemple, ont mis en œuvre des systèmes de taux de change et des mesures de contrôle des mouvements de capitaux pour mettre fin aux entrées de capitaux spéculatifs et prévenir une réévaluation excessive de leur devise ;
- depuis 2002, un grand nombre de pays d'Amérique latine, riches en ressources naturelles, ont amélioré les revenus de leur économie en augmentant les revenus fiscaux et en appliquant des politiques industrielles et fiscales bien orientées et progressives¹⁰². Ceci leur a permis de créer des emplois de grande qualité dans le secteur public, le secteur des services et le secteur de la fabrication ;
- En réponse à la crise financière asiatique, des pays tels que la Corée du Sud, l'Indonésie, la Thaïlande et la Chine ont fait des efforts conjoints visant à prévenir une rechute¹⁰³. Il a notamment s'agit de l'augmentation des dépenses sociales, du renforcement des institutions régionales et de la stimulation de leurs réserves financières¹⁰⁴. Contrairement à la situation actuelle en Europe, ces pays ont maintenu la croissance, ainsi que des investissements dans des programmes éducatifs et d'emploi des jeunes ;
- dans de nombreux pays se relevant de l'ajustement structurel, les institutions publiques ont été renforcées, contribuant directement au renforcement des démocraties et à la restauration des rôles publics clés. Par exemple, les entreprises nationales du secteur agricole ont souvent été démantelées dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Au Malawi, en 2007, une famine dévastatrice a été évitée grâce à un programme national de subvention du maïs, des semences et des engrais¹⁰⁵. Le Chili, a, pour sa part, laissé en grande partie la gestion de la production et des exportations de cuivre dans les mains du secteur public, ce qui s'est avéré primordial pour stimuler les revenus¹⁰⁶.

La crise de la dette des années 1990 en Amérique latine a été en grande partie résolue par le biais de **mécanismes de marché et de négociations politiques destinés à annuler la dette du continent**. Des opérations de rachat de la dette à grande échelle ont été menées avec l'accord des marchés¹⁰⁷, mais les annulations de la dette ont fait l'objet de plus de controverses. En 2001, l'Argentine a conclu un accord avec la majorité de ses créanciers, de manière à annuler 80 % de ses dettes. Ils ont convenu qu'il serait impossible pour l'Argentine de générer les revenus nécessaires pour rembourser ses énormes dettes.

L'opposition de la société civile aux politiques d'ajustement structurel était très forte et a joué un rôle primordial dans le changement de cap politique de ces pays, ainsi que dans le développement d'institutions démocratiques au sein de régimes autoritaires ou de démocraties

récentes. Dans certains cas, les mouvements de la société civile ont servi de plateforme de grief contre le pouvoir.

DES LEÇONS POUR L'EUROPE

Aujourd'hui, de nombreux pays européens sont revenus à des politiques d'ajustement structurel très onéreuses. L'objectif d'un déficit budgétaire de 3 % du PIB, imposé dans le cadre des mesures de sauvetage européennes, est identique à celui exigé par le FMI en Amérique latine, sans égard pour les leçons du passé. Cependant, le FMI revoit actuellement cette recommandation et remet son efficacité en question¹⁰⁸.

Bien que l'adhésion de la zone euro réduise la possibilité pour les pays d'adopter des instruments de politique monétaire afin de répondre à la crise actuelle, l'Europe peut encore apprendre des crises précédentes :

1. les dirigeants politiques et les citoyens doivent réviser et renouveler le consensus sur les politiques fiscales et sociales et s'engager à protéger les plus vulnérables.
2. Le remboursement des dettes ou la réduction des déficits ne peut pas être l'unique ni le principal objectif de la politique économique ; l'austérité extrême qui réduit les déficits, mais pas l'endettement, est destructrice et ne peut pas ouvrir de portes pour l'avenir.
3. Même après la relance économique, des niveaux de pauvreté élevés risquent de ralentir la croissance et de limiter le potentiel de conversion de la croissance en réduction de la pauvreté. Lorsque la distribution des revenus est très déséquilibrée, les foyers à revenus faibles ou moyens ont très rarement l'occasion d'épargner et d'investir, ce qui nuit à la production et à l'emploi. C'est pourquoi combattre les inégalités devrait être la priorité numéro un, pendant la crise économique comme pendant la phase de relance¹⁰⁹.
4. Les programmes d'ajustement structurel ont déprimé les économies pendant des années et ont laissé place à une volatilité et à une instabilité massives des marchés. Ce cycle n'a été rompu que lorsqu'un endettement insoutenable a atteint un taux gérable grâce à d'autres interventions et lorsque les mesures d'austérité ont été troquées contre des politiques visant à renforcer les institutions publiques, à surveiller le bon fonctionnement des marchés et à créer des investissements économiques et sociaux.

4. L'AVENIR DANS LE CADRE DES PLANS D'AUSTÉRITÉ

Aujourd'hui, les mesures d'austérité se poursuivent de manière agressive dans toute l'Europe, au mépris des leçons du passé. Ces expériences laissent entrevoir un avenir très sombre pour les plus pauvres et des conséquences socioéconomiques nuisibles à la société dans son ensemble. La croissance devrait revenir dans la plupart des pays européens d'ici 2014-2015 et l'UE, dans son ensemble, attendait une croissance de 1,6 % en 2013-2014¹¹⁰. Toutefois, dans de nombreux cas, il s'agira d'un retour à une croissance inégale, à l'origine du creusement des inégalités. Les politiques d'austérité ne feront qu'affaiblir davantage les mécanismes qui auraient pu promouvoir l'égalité et réduire la pauvreté en Europe.

L'EUROPE EN 2025

Les mesures d'austérité auront des conséquences au-delà de leur période de mise en œuvre. D'après les prévisions de l'Institute for Fiscal Studies, le niveau de pauvreté au Royaume-Uni aura augmenté de 2,5 à 5 points de pourcentage d'ici 2020, soit 2,7 millions supplémentaires de personnes vivant dans la pauvreté¹¹¹.

En Europe, 15 à 25 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation de pauvreté d'ici 2025 si les mesures d'austérité se poursuivent, ce qui équivaut à la somme des populations des Pays-Bas et de l'Autriche¹¹².

Au mieux, les pays les plus touchés par l'austérité deviendront les plus sujets aux inégalités du monde occidental¹¹³. Au pire, ils se classeront parmi les plus inégaux du monde entier¹¹⁴.

Dans plusieurs des nations les plus peuplées d'Europe, les revenus moyens réels pourraient continuer à chuter dans les années à venir, accentuant la pauvreté d'avant la crise. Les adultes trouveraient la prospérité dont ont bénéficié leurs parents évasive. Ceci pourrait avoir des conséquences importantes sur le taux croissant d'endettement privé et, finalement, favoriser d'autres crises financières.

L'érosion de la négociation collective et des droits du travail créeront les conditions favorables pour une hausse permanente de la pauvreté chez les travailleurs, de moins en moins en mesure de négocier un meilleur salaire et de meilleures conditions de travail¹¹⁵. Le marché du travail sera vidé, car les plus riches accéderont à une part des revenus supérieure.

Les travailleurs lutteront de plus en plus pour trouver un emploi suffisamment rémunérateur, ou dont le temps de travail est suffisant, pour se hisser au-dessus du seuil de pauvreté. Un taux de chômage élevé, surtout le chômage de longue durée et le chômage des jeunes, laisse des générations marginalisées et désavantagées en permanence sur le marché du travail¹¹⁶.

Le manque de systèmes de sécurité sociale efficaces minera la résilience aux chocs de ceux qui luttent sous le seuil de pauvreté, actifs ou au chômage, et réduira les options disponibles pour reconstruire leurs moyens de subsistance. Les femmes seront particulièrement touchées par le déclin du taux de sécurité sociale, souvent source de revenus indépendants des ménages. Les services publics et institutions bénévoles qui soutiennent les particuliers et les communautés pendant les périodes difficiles seront affaiblis, voire fermés, en raison de l'augmentation de la demande et du déclin des financements.

Les coupes dans les services publics se solderont par le chômage de millions de personnes. Les personnes ayant conservé leur emploi, le déclin des salaires et les conditions de travail empêcheront les services publics d'attirer le personnel le plus qualifié. La réduction des budgets consacrés à l'éducation et à la santé creuseront sans aucun doute les inégalités, car ceux qui le pourront paieront pour accéder à des services de meilleure qualité. Le manque de financement de l'éducation supérieure accentuera davantage les inégalités, car seuls les plus riches pourront accéder à l'éducation nécessaire pour décrocher les emplois les mieux rémunérés.

Dix à vingt-cinq ans pourraient être nécessaires pour retrouver des niveaux de pauvreté antérieurs à ceux de 2008¹¹⁷.

Les répercussions d'une baisse de l'aide publique au développement seront vastes et mineront les efforts déployés pour atteindre des objectifs de développement à long terme. Cela créera un risque grave de décélération du développement, avec des conséquences négatives pour des millions de personnes vivant dans la pauvreté dans le monde entier. Le développement international a des effets positifs sur l'avenir à long terme de l'Europe. S'il est impossible pour de nouveaux marchés de se développer, les opportunités de croissance des économies de l'UE grâce aux exportations en pâtiraient.

Les mesures d'austérité posent les fondations de sociétés profondément inégales. Leurs répercussions laissent des cicatrices sur la vie de millions de personnes en raison de la priorité donnée à la réduction de la dette et des déficits au détriment d'une croissance inclusive à long terme et d'une plus grande égalité. Ces mesures renforceront le pouvoir et la richesse d'une élite, formée par quelques-uns, et priveront d'opportunités des millions de jeunes. L'alliance de taux de chômage inégalés, du déclin des taux de transferts sociaux et des services publics, ainsi que la perte des mécanismes de négociation collective suggèrent que, même si la croissance revient, les Européens vivront dans des nations et une Europe très divisées.

5 DÉPASSER L'AUSTÉRITÉ

Nous assistons à une reconnaissance tardive du fait que la contrainte imposée uniquement par l'austérité était intenable. Il est clair que l'expérience, si elle était nécessaire, a démontré qu'il est contre-productif de dépendre de l'austérité.

Professeur Ashoka Mody, l'un des architectes du plan de sauvetage irlandais¹¹⁸

En 2012, le FMI a publié une recherche¹¹⁹ révélant qu'en 2010, lorsque la Grèce et les autres pays européens ont instauré des programmes d'austérité stricts, ses prévisionnistes ont sous-estimé les répercussions négatives de la réduction des dépenses et de l'augmentation d'impôts régressifs sur l'économie en général. Le FMI a également reconnu publiquement qu'il avait fait des erreurs importantes dans le plan de sauvetage grec, en sous-estimant l'impact de ses recommandations sur l'économie déjà chancelante du pays¹²⁰.

Outre les solutions de remplacement de l'austérité présentées ci-dessous, il existe, Oxfam a identifié deux domaines dans lesquels les décideurs politiques européens devraient agir sans tarder :

1. La lutte contre une dette publique européenne insoutenable.

L'augmentation de la dette publique a principalement été générée par les interventions de l'État dans le plan de sauvetage bancaire, interventions qui représentent en juin 2013, 85,9 % du PIB européen (soit 92,2 % dans la zone euro)¹²¹. La dette publique à Chypre, en Espagne, au Royaume-Uni, en France, en Belgique, en Irlande, au Portugal et en Grèce a dépassé la moyenne européenne¹²² et, pire encore, ne cesse d'augmenter. En l'absence d'une croissance économique forte, le taux d'endettement de certains pays deviendrait insoutenable¹²³. L'Europe devrait tirer deux leçons clés des précédentes crises de la dette qui ont sévi dans d'autres régions : 1) une dette insoutenable est impossible à rembourser et requiert le recours à un processus d'arbitrage juste et transparent pouvant inclure la restructuration complète ou l'annulation de la dette et 2) plus vite la spirale de l'augmentation de la dette sera brisée par les États membres et l'UE, mieux ce sera.

2. La résolution des défauts sous-jacents du système financier.

La crise économique a mis en lumière un grand nombre de défauts, notamment des réglementations inadaptées, une fiscalité insuffisante, la taille dangereuse des institutions financières et la capacité du secteur financier à influencer le pouvoir politique, qui ne cessent de contribuer à la tourmente économique actuelle. Afin d'assurer la protection des plus pauvres, nous avons besoin d'interventions publiques courageuses qui répondent aux véritables causes de la crise, sans perdre de vue l'objectif d'un monde plus juste et plus équitable¹²⁴.

LES ALTERNATIVES À L'AUSTÉRITÉ

Lorsque la demande du secteur privé s'effondre, les investisseurs cessent d'investir et les consommateurs, sans emploi et dont la valeur des biens immobiliers chute, arrêtent de consommer. L'État décide donc d'intervenir et d'injecter de la demande dans le système (c'est le principe du stimulus). Telle est la logique.

Professeur Laura Tyson, University of California, Berkeley, États-Unis¹²⁵

L'austérité d'une ampleur de celle qui est mise en œuvre actuellement n'est pas une fatalité. Oxfam propose une série de changements politiques et d'interventions publiques visant à modifier les répercussions négatives de la crise. Un changement de voie permettrait aux pays ayant opté pour l'austérité d'évoluer vers un modèle de croissance durable, en vertu duquel la qualité et la distribution de la croissance constitueraient la principale préoccupation, pour permettre des sociétés plus justes et la protection des sections les plus pauvres de ces sociétés.

L'expérience d'Oxfam en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est pendant les crises financières précédentes nous a appris que d'autres solutions sont possibles. Une ère de prospérité en Europe peut être bâtie sur la création d'emplois, l'augmentation des salaires, la croissance économique et l'investissement dans une économie durable et verte¹²⁶, afin de réduire le rapport endettement/PIB et d'offrir de meilleures perspectives pour les citoyens, les communautés et l'environnement.

Pour ce faire, les États ne peuvent pas se contenter de simplement ajuster les mesures d'austérité existantes. Ils doivent également :

1. Investir dans l'humain et la croissance économique

L'augmentation des investissements dans l'humain et l'emploi est la clé pour sortir de la crise. Des choix politiques sont nécessaires pour définir des priorités en matière de dépenses et placer les citoyens au premier plan, avant la dette extérieure¹²⁷ ou les budgets militaires¹²⁸ :

1.1 Donner la priorité à un programme de relance

- Les gouvernements doivent donner la priorité et encourager les investissements dans l'infrastructure économique et sociale (notamment le logement), ainsi que dans la recherche et la technologie pour soutenir une économie durable et verte et créer de l'emploi.
- Des options politiques secondaires visant à assurer la stabilité pourraient inclure des hypothèques garanties et l'injection d'argent dans l'économie (une méthode baptisée « assouplissement quantitatif »).

1.2 Cibler la création d'emplois

Au vu des taux de chômage record, surtout le chômage de longue durée et le chômage des jeunes, des politiques d'emploi proactives sont indispensables, afin de :

- **créer des emplois décents**¹²⁹, soit par le biais de l'investissement et des marchés publics, soit en promouvant le secteur privé pour répondre aux inégalités régionales et aux enjeux environnementaux¹³⁰ ;
- **permettre aux chômeurs de se reconvertir, de trouver et de conserver un emploi.** Pour ce faire, il est parfois nécessaire d'aider les travailleurs à déménager et à répondre aux exigences du marché du travail régional ;
- **raccorder l'emploi aux systèmes de protection sociale** : la mise en œuvre d'un socle de protection sociale¹³¹, notamment grâce au partage de postes, permettrait de réduire le temps de travail et de créer des emplois supplémentaires. Les emplois actuellement peu rémunérés, notamment les soins et la garde d'enfants, devraient être réévalués afin de refléter leur importance sociale ;
- **soutenir l'équité des genres au travail** grâce à des gardes d'enfants disponibles pour toutes et tous, à une organisation flexible du travail et à des congés parentaux.

« Investir dans ces mesures [pour promouvoir le travail des jeunes] s'avère moins onéreux que gérer les conséquences de la situation, notamment les allocations chômage, les comportements antisociaux ou une déconnexion prolongée du marché du travail. »

Guy Ryder, directeur général de l'Organisation internationale du Travail

1.3 Protéger l'aide au développement de l'UE et des États membres

La crise est plus dévastatrice pour les plus vulnérables, en Europe comme au-delà de ses frontières. L'aide publique au développement et les interventions humanitaires sont essentielles à la survie de millions de personnes dans le monde entier. L'Europe doit honorer ses engagements et consacrer 0,7 % de son PIB à l'aide publique au développement.

2. Investir dans les services publics

Les services publics ne sont pas un luxe, mais bien un investissement dans l'avenir qui garantit le développement humain et l'égalité des chances à toutes et à tous. Investir dans des systèmes de protection sociale plus solides permet de venir en aide aux personnes vulnérables à court terme et de combattre les inégalités à long terme.

2.1 Garantir une éducation publique, universelle et de grande qualité pour toutes et tous

L'éducation est un droit humain et des inégalités d'accès à l'éducation

entraînent souvent des inégalités des chances et aggravent la pauvreté des générations futures.

2.2 Protéger des soins de santé publics, universels et de grande qualité

Les gouvernements doivent continuer de s'engager à protéger les services publics de santé qui offrent une vaste gamme de services de santé nécessaires et garantissent un accès gratuit aux soins au point d'utilisation pour les plus vulnérables.

2.3 Renforcer les systèmes de protection sociale permettant aux plus vulnérables de vivre dignement

La protection des foyers à faibles revenus est primordiale pour lutter contre les inégalités et prévenir la grande pauvreté. Les politiques pourraient inclure des services sociaux destinés aux enfants et aux jeunes ou des plans de revenu garantis, qui peuvent s'avérer particulièrement efficaces pour combattre la pauvreté infantile et des familles¹³².

2.4 Garantir un accès à un logement décent, sûr et abordable

Des investissements publics d'envergure dans le logement pourraient également favoriser la création d'emplois, rendre le logement plus abordable (et réduire son empreinte écologique) et limiter la formation d'une bulle immobilière.

3. Renforcer la démocratie institutionnelle

Le modèle de capitalisme de marché adopté en Europe a favorisé la concentration du pouvoir dans les mains de quelques privilégiés, en minant la démocratie et en accentuant les inégalités. Nous risquons de créer des sociétés encore plus inégales, au sein desquelles les mécanismes démocratiques seront fortement affaiblis. Pour combattre les inégalités, les gouvernements européens doivent renforcer les institutions de la démocratie.

Oxfam est convaincue que le développement est possible, en Europe et ailleurs, si les États sont redevables et les citoyens, actifs¹³³. Par conséquent, les étapes suivantes sont nécessaires pour reconquérir l'espace politique et influencer les politiques nationales dans l'intérêt du plus grand nombre :

3.1 d'une plus grande participation aux processus démocratiques par toutes les parties prenantes

Les citoyens doivent être encouragés à participer aux processus démocratiques. La budgétisation et l'allocation des ressources, notamment, doivent impliquer des parties prenantes locales, particulièrement les femmes et les groupes marginalisés. Oxfam et d'autres organisations connaissent bien les avantages de la budgétisation participative, qui devrait également être mise en œuvre en Europe¹³⁴.

3.2 d'une plus grande transparence et d'une plus grande redevabilité des processus politiques

L'accès du public à des informations de bonne qualité à propos des processus administratifs et budgétaires doit être renforcé. Le rôle des parlements, en tant qu'espaces de dialogue et de redevabilité devant les citoyens, doit être amélioré. Les États doivent également promouvoir un secteur financier transparent qui satisfait à ses obligations sociales et lutte contre la corruption.

3.3 de la démocratie au travail

Le dialogue social entre employeurs, employés et autorités publiques doit être amélioré afin de lutter contre le déclin des parts salariales, surtout pour les travailleurs dont les salaires sont bas. Cela augmentera la demande, relancera l'économie et permettra de combattre à long terme les inégalités de revenus. Par exemple, permettre une meilleure représentation des employés et une participation au capital des entreprises pourrait encourager de meilleurs investissements dans l'économie réelle.

4. Établir des systèmes fiscaux justes

Les systèmes fiscaux s'avèrent un instrument efficace de redistribution des richesses. Les gouvernements devraient structurer les changements politiques autour d'une taxation juste et d'un secteur financier mieux réglementé. En particulier :

4.1. Mettre en œuvre des réformes progressives de la fiscalité

Il s'agit de veiller à ce que la charge fiscale revienne à ceux qui ont les moyens de l'assumer¹³⁵. Une réduction des impôts pour les plus pauvres leur permettra de conserver une part supérieure de leurs revenus. Une augmentation des impôts pour les très riches et les entreprises prospères facilitera la redistribution des richesses et le financement des politiques sociales et publiques.

- **Taxer le capital** Il s'agit d'une mesure importante pour réduire les inégalités à long terme. Par exemple, des mesures fiscales progressives pourraient permettre de prévenir les futures bulles immobilières. Taxer les autres sources de richesse pourrait prévenir les investissements financiers à haut risque.
- **Créer une taxe sur les transactions financières** En créant une petite taxe (environ 0,05 %) sur les transactions financières transfrontalières, les États pourraient réguler la spéculation et mobiliser des milliards d'euros à l'échelle nationale, régionale et internationale. Onze pays européens ont accepté de mettre en œuvre une taxe commune sur les transactions financières, qui devrait être instaurée en 2014. D'autres pays européens devraient rejoindre l'initiative. Les revenus générés devaient être utilisés pour compléter les politiques publiques et sociales et offrir une protection aux plus vulnérables, ainsi que pour combattre la pauvreté, par le biais de la coopération internationale, et le changement climatique.

4.2. Lutter contre l'évasion et la fraude fiscales

Le combat contre les abus fiscaux (la fraude et l'évasion fiscales) s'accompagne d'un énorme potentiel de mobilisation de revenus. Tous les ans, mille milliards d'euros environ sont perdus en raison de la fraude et l'évasion fiscales dans l'UE, soit l'équivalent du budget européen pour sept ans¹³⁶. En recouvrant tous les revenus fiscaux générés par les trésors européens, les gouvernements pourraient compenser la réduction des dépenses et réduire les inégalités à l'aide de politiques de redistribution. Lutter contre l'évasion fiscale permet également règles mêmes aux entreprises de disposer d'un terrain de jeu à niveau, car les entreprises qui tirent actuellement profit de manœuvres d'évasion fiscale complexes perdraient leur avantage sur celles qui paient effectivement des impôts.

Afin de lutter efficacement contre les abus fiscaux, nous devons mettre en place des mesures visant à combattre l'opacité des systèmes fiscaux et l'immunité de ceux qui pratiquent l'évasion fiscale :

- **Transparence concernant les informations financières des multinationales** Les multinationales doivent fournir des informations publiques et accessibles à propos de leurs activités (p. ex., ventes, volume de production, etc.), de leurs contributions fiscales et paiements aux gouvernements, de leur nombre de salariés et de leurs actifs dans tous les pays où elles sont présentes.
- **Renforcement de la coopération multilatérale sur les impôts entre différents pays** La création d'un mécanisme multilatéral efficace d'échange automatique des informations entre différentes administrations fiscales est essentielle. Actuellement, de nombreuses grandes entreprises et particuliers riches détournent leurs bénéfices vers des paradis fiscaux, où ils ne sont pas, ou peu, taxés, grâce à une structure d'évasion fiscale sophistiquée. Ceci réduit leurs contributions fiscales et leur permet de ne pas payer d'impôts dans les pays dans lesquels ils exploitent leurs installations. L'UE doit donner suite à ses engagements d'introduction d'une nouvelle norme d'échange automatique d'informations fiscales¹³⁷.
- **Nouvelles règles fiscales internationales pour les entreprises**, conformément aux conclusions du G20 et de l'OCDE. Le système international de taxation des multinationales ne répond plus aux besoins. Actuellement, la contribution fiscale versée par de grands groupes d'entreprises est bien inférieure au taux défini par les lois fiscales nationales, grâce aux failles des différentes législations¹³⁸. L'érosion de l'assiette fiscale est un problème grave et le G20 a approuvé en juillet 2013 un plan d'action contenant 15 propositions concrètes. Ce plan d'action est une mesure saluée, mais les pays ne faisant pas partie du G20 doivent également participer à son élaboration¹³⁹. Des actions clés, telles que l'échange automatique des informations, l'établissement de rapports pays par pays et la divulgation publique de la propriété effective, doivent y être incluses. Par ailleurs, les solutions de remplacement du système de taxation indépendante doivent être explorées.
- Créer une liste noire des paradis fiscaux européens qui soit contraignante pour adopter une approche homogène contre les

paradis fiscaux. Selon des critères objectifs, les pays de l'UE doivent publier une liste noire commune qui identifiera les juridictions qui refusent de coopérer et garantira une meilleure coordination des sanctions. Les pays répertoriés sur cette liste se heurteraient à des contre-mesures automatiques appliquées par tous les États membres. Les sanctions devraient aussi s'appliquer aux entreprises européennes ne satisfaisant pas aux normes fiscales en vigueur dans l'UE et utilisent ces paradis fiscaux pour réduire leurs impôts.

Quel sera le coût de ces politiques ?

Un État se doit de servir les intérêts de l'ensemble du public. Il lui revient de veiller à ce que tous ses citoyens puissent bénéficier de normes minimales en matière de soins de santé, d'éducation, de logement et d'offres d'emploi. Les coûts qui y sont associés sont issus de l'intégralité de la société, en fonction des moyens de chacun, notamment de ceux qui peuvent y accéder plus facilement.

Prenons, pour illustrer ces politiques réalisables, l'exemple de l'Espagne, où la couverture universelle de la politique du revenu minimum coûterait 1,8 milliard d'euros (outre les 843 millions d'euros dépensés pour cette politique). Cette mesure garantirait un revenu minimum à 407 000 foyers, atteignant alors 1 178 000 de personnes, actuellement en marge du système. 1,8 milliard d'euros ne représentent que 36 % des revenus annuels estimés qui seraient obtenus par le biais d'une taxe sur les transactions financières en Espagne.

Une taxe sur les transactions financières de 0,05 % pourrait générer 300 milliards d'euros par an à l'échelle internationale et jusqu'à 5 milliards en Espagne, soit 150 % de plus que ce que l'Espagne avait budgétisé pour l'aide publique au développement en 2011. En huit jours, une taxe sur les transactions financières mondiale générerait assez d'argent pour garantir une éducation primaire universelle aux 72 millions d'enfants du monde qui ne sont actuellement pas scolarisés (de 10 à 15 milliards par an).

L'Europe a-t-elle les moyens de choisir une autre voie ?

Oui, si nous tenons compte de tous les enjeux, c'est une décision sensée sur le plan économique. Si elle poursuit sur cette voie, l'Europe se trouvera confrontée à une décennie de stagnation de la croissance et de troubles sociaux. Il est éthiquement justifiable de favoriser des sociétés inclusives qui mettent l'accent sur l'humain avant tout. Finalement, le changement de voie est financièrement défendable si les changements politiques pertinents sont orientés vers une taxation juste et un secteur financier réglementé. L'Europe peut se permettre d'opter pour ces solutions, mais ne peut pas se permettre de choisir le *statu quo*, au risque de faire face à une décennie perdue.

6 CONCLUSION

Nous sommes ici face à une crise qui révèle un déséquilibre du pouvoir : les systèmes financiers dysfonctionnels à l'origine de la crise en sont, en grande partie, sortis indemnes, mais nous avons toutes et tous dû supporter le coût de leurs actions et ce sont les plus vulnérables qui ont assumé le fardeau le plus lourd. Les gouvernements ont réagi avec un modèle d'austérité et d'ajustement qui n'a pas permis de relancer la croissance et qui augmente déjà les inégalités et la pauvreté. Même au retour de la croissance dans ces pays, les mécanismes de réduction des inégalités et de la pauvreté auront été sévèrement affaiblis par l'austérité. Autrement dit, les plus riches tireront davantage profit de la nouvelle croissance.

Les citoyens européens et du monde entier doivent davantage s'engager politiquement afin d'influencer les politiques nationales. Nous devons changer de voie pour éviter de faire face à une décennie perdue. Nous avons besoin d'un nouveau modèle économique et social qui nécessite d'investir dans l'humain, de renforcer les institutions démocratiques et d'établir un système fiscal juste qui offre de meilleures perspectives pour les citoyens, les communautés et l'environnement.

NOTES

Sauf mention contraire, les liens internet ont été consultés en juillet 2013.

- ¹ W. Easterly, T. Irwin et L. Serven (2008) « Walking up the down escalator: Public investment and fiscal stability », World Bank Research Observer, vol. 23, issue 1, p. 37, https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/4414/wbro_23_1_37.pdf?sequence=1
- ² L. Ball et coll. (2013) « The Distributional Effects of Fiscal Consolidation », document de travail du FMI, <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=40699>. Ce document de travail a conclu que la consolidation fiscale dans 17 pays de l'OCDE entre 1978 et 2009 a eu des effets distributifs importants, dont le creusement des inégalités, la réduction de la part salariale et l'augmentation du chômage de longue durée.
- ³ R. Torres (2012), « The prescribed cure is killing the patient », ILO, http://www.ilo.org/global/research/global-reports/world-of-work/WCMS_179857/lang--en/index.htm
- ⁴ Commission européenne (2012), « Tackling the financial crisis », http://ec.europa.eu/competition/recovery/financial_sector.html
- ⁵ Les banques n'ayant pas directement bénéficié de plans de sauvetage ont été soutenues par l'injection d'un soutien financier et de garanties globales. Voir J. Menon et G. Finch (2010), « Barclays received government support, says CEO Varley », Bloomberg, <http://www.bloomberg.com/news/2010-12-02/varley-says-barclays-benefited-from-government-liquidity-support.html> et C. Calderon et K. Schaeck (2012), « Bank bailouts, competitive distortions, and consumer welfare », Banco Central do Brasil, http://www.bc.gov.br/pec/depep/Seminarios/2012_VIIISemRiscosBCB/Arquivos/2012_VIIISemRiscosBCB_Ceasar_Calderon.pdf
- ⁶ « Communication from the Commission to the European Council: A European Economic Recovery Plan » (2008), Commission européenne, p. 2, http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/publication13504_en.pdf
- ⁷ *ibid.* p. 3. Il existait, en général, un degré remarquable de cohérence dans les efforts destinés à stimuler les économies dans les États membres. Le PER recommandait l'adoption de mesures de protection sociale pour inciter les citoyens à travailler, tout en préservant leur pouvoir d'achat. En réponse, l'Espagne a augmenté son salaire minimum national et l'Italie a consacré 3 milliards d'euros à l'aide des ménages à faible revenus. Dans toute l'Europe, des banques ont été nationalisées pour éviter les conséquences à long terme de leur effondrement. Les États ont pris des mesures visant à sauver les secteurs automobile, de la construction et du logement, en reconnaissant leur rôle clé dans l'économie et dans toute reprise à venir. La période 2008-2010 a été remarquable en raison de la protection des emplois par le biais de politiques actives du marché du travail dans plusieurs pays. Ces interventions ont aidé les entreprises à garder leurs employés au travail. En Allemagne, les syndicats ont également aidé les travailleurs à garder leur emploi en optant pour une réduction temporaire du temps de travail. Les modifications fiscales, telles que les réductions d'impôts, les exonérations fiscales et la baisse des impôts sur les marchandises, ont compté parmi les mesures mises en œuvre pour relancer la demande. Au Royaume-Uni, une réduction temporaire de la TVA a été mise en œuvre et, en Italie comme aux Pays-Bas des exonérations fiscales ont été accordées aux ménages et aux entreprises.
- ⁸ Commission européenne (2012) *op. cit.* et C. Calderon et K. Schaeck (2012) *op. cit.*
- ⁹ J. Smialek (2013), « Stiglitz says more fiscal stimulus needed in U.S.: Tom Keene », Bloomberg, <http://www.bloomberg.com/news/2013-04-09/stiglitz-says-more-fiscal-stimulus-needed-in-u-s-tom-keene.html>
- ¹⁰ P. Johnson (2013), « Opening Remarks » en réponse au Spending Round 2013, Londres : IFS, http://www.ifs.org.uk/budgets/sr2013/paul_johnson.pdf
- ¹¹ J. Leschke et M. Jespen (2012), « Introduction: Crisis, policy responses and widening inequalities in the EU », *International Labour Review* 151, p. 293.
- ¹² Fawcett Society (2012), « The Impact of Austerity on Women », Londres : Fawcett Society, p. 6, http://www.fawcettsociety.org.uk/?attachment_id=407
- ¹³ Reuters (2010), « Portugal govt to freeze real wages until 2013 », <http://www.investing.com/news/interest-rates-news/portugal-govt-to-freeze-real-wages-until-2013--paper-119257>
- ¹⁴ O. Bontout et T. Lokajickova (2013), « Social protection budgets in the crisis in the EU », Bruxelles : Commission européenne, p. 17, <http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=10224&langId=en>
- ¹⁵ M. da Paz Campos Lima (2010), « Trade unions oppose new cuts in unemployment protection », Bruxelles : Eurofound <http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2010/05/articles/pt1005029i.htm>
- ¹⁶ N. Hardiman et A. Regan (2013), « Austerity Measures in Crisis Countries - Results and Impact on Mid-term Development », *Intereconomics*, volume 48, numéro 1, janvier/février 2013, <http://www.intereconomics.eu/archive/jahr/2013/1/842/>.
- ¹⁷ N. Cooper et S. Dumbleton (2013), « Walking The Breadline: The Scandal Of Food Poverty In 21st Century Britain », Church Action on Poverty et Oxfam, <http://www.church-poverty.org.uk/foodfuelfinance/walkingthebreadline/report/walkingthebreadlinefile>
- ¹⁸ Voir A. Hood, P. Johnson et R. Joyce (2013), « The Effects of the Welfare Benefits Up-rating Bill », Londres : IFS, <http://www.ifs.org.uk/publications/6539>
- ¹⁹ OCDE (2012), « Les dépenses de santé en Europe diminuent pour la première fois depuis des décennies », Paris : OCDE, <http://www.oecd.org/fr/presse/lesdepensesdesanteeneuropediminuentpourlapremierefoisdepuisdesdecennies.htm>

- ²⁰ *ibid.* : voir également D. Stuckler et S. Basu (2013), « *The Body Economic: Why Austerity Kills* », Londres : Penguin
- ²¹ J. M. Silva (2013), « The Economic Crisis and Access to Medicines in Portugal », présentation à l'European Public Health Alliance, http://www.epha.org/IMG/pdf/Jose_Manuel_Silva_-_Economic_Crisis_Access_to_Medicines_in_Europe.pdf
- ²² La Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) a exigé, entre autres mesures, la privatisation des sociétés nationales de distribution de l'eau en échange de prêts ou d'allègement de la dette en Grèce, en Italie et au Portugal.
- ²³ ITUC, « Frontlines Report April 2013 », http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/en_ituc_frontlines_full_report_april_2013_web.pdf
- ²⁴ K. Busch et coll. (2013), « Euro Crisis, Austerity Policy and the European Social Model: How Crisis Policies in Southern Europe Threaten the EU's Social Dimension », Berlin : Friedrich Ebert Stiftung, <http://library.fes.de/pdf-files/id/ipa/09656.pdf>
- ²⁵ O. Bontout et T. Lokajickova (2013), *op. cit.*, p. 33
- ²⁶ Voir : S. Avram et coll. (2013) « EUROMOD: The Distributional Effects of Fiscal Consolidation in Nine Countries », University of Essex, <https://www.iser.essex.ac.uk/publications/working-papers/euromod/em2-13.pdf>
- ²⁷ Office for National Statistics (2011), « Poorest households spending more on VATable items than in 1986 », http://www.ons.gov.uk/ons/dcp171776_239565.pdf ; O. Bontout et T. Lokajickova (2013), *op. cit.*, p. 33 ; D. Itriago (2011), « Owning Development: Taxation to fight poverty », Oxford : Oxfam, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/owning-development-taxation-to-fight-poverty-142970>
- ²⁸ « Réprimer la fraude et l'évasion fiscales : la Commission indique la voie à suivre », Bruxelles : Commission européenne, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-1325_fr.htm
- ²⁹ A.C. Pereira (2012) 'O desemprego não é uma doença infecto-contagiosa', *Publico*, <http://www.publico.pt/sociedade/noticia/o-desemprego-nao-e-uma-doenca-infectocontagiosa-1539413>
- ³⁰ Eurostat (2013), « Taux de chômage, par sexe », Code TSDEC450, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/product_details/dataset?p_product_code=TSDEC450
- ³¹ Eurostat (2013), « Taux de chômage de longue durée, par sexe », <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tsdsc330&plugin=0>
- ³² Eurostat (2013), « Taux de chômage harmonisé par sexe, groupe d'âge 15-24 », <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/#>. Le chômage des jeunes a augmenté de près de 10 points de pourcentage depuis 2008, jusqu'à atteindre 23,5 % en 2012.
- ³³ Eurostat (2013), « Taux de chômage de longue durée, par sexe », <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tsdsc330&plugin=0>
- ³⁴ Eurostat (2013), « Taux de chômage de longue durée, par sexe », <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tsdsc330&plugin=0>
- ³⁵ *ibid.*
- ³⁶ Eurostat (2013), « Unemployment statistics », http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Unemployment_statistics
- ³⁷ Eurostat (2013), « Taux de chômage par groupe d'âge », <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tsdec460&plugin=1>
- ³⁸ Italian National Institute of Statistics (2013), « Employment and unemployment (provisional estimates) », http://www.istat.it/en/files/2013/07/201306_PressRelease.pdf?title=Employment+and+unemployment+%28monthly%29+-+31+Jul+2013+-+Full+text.pdf
- ³⁹ A.C. Pereira (2013), « Desempregados », *Publico*, <https://www.publico.pt/temas/jornal/desempregados-26711543>
- ⁴⁰ E. Costello et S. O'Hare (2009), « Feeling the Pinch: Older People's Experience of the Recession in Ireland », Dublin : Older et Bolder, p. 18, http://www.olderandbolder.ie/sites/default/files/feeling_the_pinch_Nov_2009.pdf
- ⁴¹ *ibid.* Taux record de travailleurs pauvres : Irlande, 7,6 % ; Espagne, 12,3 % ; Italie, 10,7 % ; Chypre, 7,3 %.
- ⁴² ILO, « World of Work 2012 Snapshot of the European Union », Genève : ILO, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_179530.pdf. Voir aussi : Trades Union Congress, « Involuntary temporary jobs driving rising employment », 12 août 2013, <http://www.tuc.org.uk/economy/tuc-22456-f0.cfm>
- ⁴³ ILO, « World of Work Report 2013: EU Snapshot », Genève : ILO, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_209607.pdf
- ⁴⁴ « UK among worst for wage drops across EU » (2013) *Ruptly*, 4 mars, <http://rt.com/news/britain-worse-wage-drops-770/> ; « British real wages drop by 3.2%, say labour party figures released by Ed Balls » (2013), *Huffington Post*, 3 mars, http://www.huffingtonpost.co.uk/2013/03/03/british-real-wages-drop-b_n_2800075.html
- ⁴⁵ H. Osborne (2013), « Real wages fall back to 2003 levels in UK », the *Guardian*, 13 février, <http://www.guardian.co.uk/money/2013/feb/13/real-wages-fall-back-2003-levels-uk-ons>
- ⁴⁶ « Salaries drop by over 10 pct within a year » (2013), *Ekathimerini*, 2 juillet, http://www.ekathimerini.com/4dcqi/w_articles_wsite2_1_02/07/2013_507091
- ⁴⁷ N. Cooper and S. Dumbleton (2013) *op. cit.*
- ⁴⁸ R. Wilkinson et K. Pickett (2010), « *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone* », Penguin : Londres, p. 52-3

- ⁴⁹ *ibid.*, p. 148
- ⁵⁰ *ibid.*, p. 73-102
- ⁵¹ *ibid.*, p. 103-119.
- ⁵² M. Kumhof et R. Rancière (2010), « Inequality, Leverage and Crises », document de travail, Washington : IMF, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2010/wp10268.pdf>
- ⁵³ *ibid.*
- ⁵⁴ K.B. Fredriksen (2012), « Income Inequality in the European Union », documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 952, p. 11, <http://dx.doi.org/10.1787/5k9bdt47q5zt-en>
- ⁵⁵ OCDE (2013), « Crisis squeezes income and puts pressure on inequality and poverty », Paris <http://www.oecd.org/els/soc/OECD2013-Inequality-and-Poverty-8p.pdf>. L'inégalité des revenus enregistrée au Royaume-Uni et au Portugal n'est dépassée que par Israël, les États-Unis, la Turquie, le Mexique et le Chili.
- ⁵⁶ L. Ball et coll. (2013) « The Distributional Effects of Fiscal Consolidation », document de travail du FMI, Washington : FMI, <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=40699.0>
- ⁵⁷ Eurostat (2013), « Coefficient de Gini du revenu disponible équivalent », <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tessi190&plugin=0>
L'inégalité des revenus nets s'est creusée de 2010 à 2011 au Portugal (de 0,33 à 0,34), en Grèce (de 0,33 à 0,34) et en Italie (de 0,31 à 0,32). Ces trois pays ont enregistré des baisses pendant l'année 2010.
- ⁵⁸ Bain and Company (2012), « Bain projects global luxury goods market will grow overall by 10% in 2012, though major structural shifts in market emerge », <http://www.bain.com/about/press/press-releases/bain-projects-global-luxury-goods-market-will-grow-ten-percent-in-2012.aspx>
- ⁵⁹ En Espagne, les revenus ont augmenté pour le dixième de la population la plus riche (de 23 % en 2008 à 23,9 % en 2011), alors que les plus pauvres ont vu leur part décliner (de 2,3 % à 1,6 % ; de loin la part la plus réduite de l'Union européenne). En Italie, les plus riches ont vu leur part de revenus augmenter de 23,7 % en 2008 à 24,2 % en 2011, alors que les revenus du dixième le plus pauvre ont chuté de 2,7 % à 2,3 %. Le Portugal suit une tendance similaire depuis 2010 : les revenus des plus riches ont augmenté de 26,6 % à 27,2 % (proportion la plus élevée en Europe), alors que ceux des plus pauvres se sont stabilisés pendant la même période (à 2,9 %). Au Royaume-Uni, les plus pauvres ont vu leur part de revenus décliner de 2,9 % en 2009 à 2,8 % en 2011, alors que celle des plus riches a augmenté de 25,4 % à 26,0 % pendant la même période. Eurostat (2013), « Répartition du revenu par quantiles », http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc_di01&lang=fr
- ⁶⁰ Eurostat (2013), « Répartition du revenu par quantiles », http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc_di01&lang=fr
- ⁶¹ 283,2 milliards de dollars au total, soit 217,3 milliards d'euros (en juillet 2013). Les mesures de relance de l'UE sur la période 2008-2010 ont atteint 200 milliards d'euros, selon la note 5. « Today's ranking of the world's richest people », (2013) Bloomberg, 12 juillet, <http://www.bloomberg.com/billionaires/2013-07-12/aaa>
- ⁶² Eurostat (2012), « Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE27 », http://europa.eu/rapid/press-release_STAT-12-171_fr.htm L'indicateur de pauvreté utilisé est le « risque de pauvreté ou d'exclusion sociale », qui correspond à la somme des personnes à risque de pauvreté, en situation de privation matérielle sévère ou vivant dans des ménages à très faible intensité de travail. Chaque personne n'est comptabilisée qu'une seule fois, même si elle remplit les critères de plusieurs sous-indicateurs. Les personnes à « risque de pauvreté » sont les personnes dont le revenu disponible ajusté est inférieur au seuil de « risque de pauvreté », défini à 60 % du revenu disponible ajusté moyen national (après transferts sociaux). La « privation matérielle » couvre des indicateurs relatifs aux répercussions économiques et aux biens durables. Les conditions de vie des personnes en situation de privation matérielle sévère sont fortement limitées par un manque de ressources. Ces personnes manquent au moins de quatre des neuf éléments suivants : elles ne peuvent pas se permettre i) de payer le loyer ou les factures de services publics, ii) de chauffer suffisamment leur logement, iii) des dépenses inattendues, iv) de manger de la viande, du poisson ou des protéines équivalentes un jour sur deux, v) de partir une semaine en vacances, vi) d'acheter une voiture, vii) d'acheter une machine à laver le linge, viii) d'acheter une TV couleur ou ix) d'acheter un téléphone. Les personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail ont entre 0 et 59 ans et vivent dans un foyer au sein duquel les adultes (de 18 à 59 ans) ont travaillé moins de 20 % de leur potentiel de travail total pendant l'année passée.
- ⁶³ UNICEF, « Report Card 10: Measuring Child Poverty », Florence : UNICEF, p. 6 <http://www.unicef.org.uk/Documents/Publications/RC10-measuring-child-poverty.pdf>; Ruxton (2012), « How the economic and financial crisis is affecting young people and children in Europe », Bruxelles : Eurochild, http://www.eurochild.org/fileadmin/ThematicPriorities/Crisis/Eurochild%20updates/Eurochild_Crisis_Update_Report_2012.pdf ; EAPN et Eurochild (2013), « Vers le bien-être des enfants en Europe » http://www.eapn.eu/images/stories/docs/eapn-books/2013_Child_poverty_FR_web.pdf
- ⁶⁴ I. Ortiz et M. Cummins (2013), « The Age of Austerity: A Review of Public Expenditures and Adjustment Measures in 181 Countries » http://policydialogue.org/files/publications/Age_of_Austerity_Ortiz_and_Cummins.pdf
- ⁶⁵ 55 milliards d'euros convertis en dollars au taux de 2012 de 1 \$ = 0,778 €, utilisé dans la note 76 de l'OCDE (2013), <http://www.oecd.org/dac/stats/Exchange%20rates.xls>. Conseil de l'Europe (2013), « Council conclusions on Annual Report 2013 to the European Council on EU Development Aid Targets », 3 241^e réunion du conseil des affaires étrangères, Bruxelles, 28 mai, http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/137320.pdf
- ⁶⁶ De 0,45 % du PIB de l'UE en 2011 à 0,43 % en 2012, avec 16 États membres réduisant leur aide publique au développement. « La Commission européenne invite les États membres de l'Union à honorer leurs engagements envers les pays les plus pauvres » (2013), Commission européenne, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-299_fr.pdf
- ⁶⁷ OCDE (2013), « Le décrochage de l'aide aux pays pauvres se poursuit à mesure que les gouvernements serrent la vis budgétaire », OCDE, <http://www.oecd.org/fr/presse/le-decrochage-de-laide-aux-pays-pauvres-se-poursuit-a->

- ⁶⁸ I. Ortiz et M. Cummins (2013), *op. cit.* Au total, 68 pays en développement devraient réduire leurs dépenses publiques de 3,7 % du PIB, en moyenne, dans la troisième phase de la crise (2013-2015), contre 26 pays à revenus supérieurs, qui devraient se contracter de 2,2 % du PIB, en moyenne.
- ⁶⁹ *ibid.*
- ⁷⁰ OCDE, « ODA net: 1950 – 2012 », <http://www.oecd.org/dac/stats/Long%20term%20ODA.xls>
- ⁷¹ International Institute for Labour Studies (2013), « Rapport sur le travail dans le monde », Genève : ILO, <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/world-of-work/lang-fr/index.htm>
- ⁷² Les déficits, en pourcentage du PIB, ont augmenté en Espagne, au Portugal et en Grèce entre 2011 et 2012. Eurostat (2013), « Déficit/surplus associée du gouvernement », <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tec00127&plugin=1>
- ⁷³ La Grèce a le rapport le plus élevé, 156 % ; le Royaume-Uni a vu son rapport endettement/PIB augmenter de 90 % du PIB ; l'Irlande, l'Espagne et le Portugal ont tous affiché des taux d'endettement record dans la zone euro en 2012. Eurostat (2013), « Dette publique de la zone euro et de l'UE27 pratiquement stable à respectivement 90,0% et 85,1% du PIB », communiqué de presse Eurostat, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-23012013-AP/FR/2-23012013-AP-FR.PDF
- ⁷⁴ Commission européenne (2013), « La Commission prend des mesures dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs », http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-13-463_fr.htm
- ⁷⁵ Eurostat (2013), « Taux de croissance du PIB réel - en volume », <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tec00115&plugin=1> En mai 2013, neuf pays de la zone euro étaient officiellement en récession et la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Italie étaient embourbés dans des sables mouvants. La Grèce compte cinq années de récession. D'après les prévisions, le Portugal, en récession depuis 2010, le restera jusqu'en 2013. La France a vu le plafonnement de sa croissance. L'Italie, les Pays-Bas et l'Espagne ont tous fait face à deux années de croissance négative. D'après les prévisions, Chypre devrait déplorer de nombreuses années de croissance négative.
- ⁷⁶ A. Faiola (2013), « In Ireland, the promise and problems of Europe's recovery », *The Washington Post*, http://articles.washingtonpost.com/2013-02-26/world/37297531_1_irish-unemployment-irish-economy-irish-operations
- ⁷⁷ Reuters (2013), « Ireland on road to recovery, but many left behind », <http://www.reuters.com/article/2013/07/28/ireland-economy-recovery-idUSL6N0FU1HK20130728>
- ⁷⁸ L'indice de Gini de l'inégalité des revenus sur le marché irlandais est de 59,1 en 2009, soit l'index le plus élevé de l'OCDE ; pourtant, les impôts et les transferts réduisent l'inégalité des revenus à 33,1 à peine. Voir <http://stats.oecd.org/?lang=fr&SubSessionId=e4d4fc98-71a0-4c2b-a03f-64c795814029&themetreid=200>
- ⁷⁹ S. Olafsson (2011), « Iceland's Financial Crisis and Level of Living Consequences », document de travail 3:2011, Social Research Centre, University of Iceland, http://thjodmalastofnun.hi.is/sites/thjodmalastofnun.hi.is/files/skrar/icelands_financial_crisis_and_level_of_living.pdf
- ⁸⁰ L'indice des salaires réels en Islande a augmenté de 1,5 % dans l'année jusqu'en mars 2013. Un accord collectif conclu entre le gouvernement et les syndicats en juin 2011 stipulait une augmentation générale des salaires de 3,25 % en mars 2013. Source : « News: No. 81/2013 », Statistics Iceland, <http://www.statice.is/Pages/444?NewsID=9474>
- ⁸¹ L'indice de Gini de l'inégalité des revenus sur le marché islandais a augmenté de 0,38 en 2008 à 0,39 en 2010 ; l'Irlande a constaté une augmentation de 0,54 à 0,59 entre 2008 et 2009 (les chiffres de 2010 n'étaient pas disponibles).
- ⁸² Eurostat (2013) « Government debt in % of GDP - quarterly data », <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=tipsgo20&plugin=0>
- ⁸³ K. Watkins (1995), « The Oxfam Poverty Report », Oxford : Oxfam GB, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-oxfam-poverty-report-122886>
- ⁸⁴ K. Watkins (1995) *op. cit.*
- ⁸⁵ Ces politiques sont souvent désignées par le terme « Consensus de Washington ». En 1989, le Consensus de Washington a établi une liste de politiques économiques qui étaient considérées pendant les années 1990 par les centres économiques et financiers internationaux comme le meilleur programme économique de stimulation de la croissance dans les pays en développement.
- ⁸⁶ Structural Adjustment Participatory Review International Network/Banque mondiale (2002), « The Policy Roots Of Economic Crisis And Poverty: A Multi-Country Participatory Assessment of Structural Adjustment », première édition, Structural Participatory Review International Network (SAPRIN), http://www.saprin.org/SAPRIN_Findings.pdf
- ⁸⁷ Le chômage urbain a augmenté pendant les années 1990, passant de 5,8 % dans la région dans son ensemble en 1990-1991 à 8,7 % en 2001. L'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela ont connu des augmentations de trois points de pourcentages au minimum. CEPAL (1999), « Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe », Santiago du Chili : CEPAL, <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/2/9042/lcg2153e.pdf>
- ⁸⁸ Les salaires réels de nombreux pays doivent encore se relever du déclin qu'ils ont connu dans les années 1980. Cette baisse s'est avérée tout particulièrement importante pour le salaire minimum et le salaire agricole, qui ont respectivement chuté de 33 et de 28 points de pourcentage de 1985 à 1995. D'après Abramo, les salaires des secteurs industriel et du génie civil/de la construction ont respectivement chuté de 13 et 14 points de pourcentage pendant la même période. L. Abramo (1997), « Mercados laborales, encadenamientos productivos y políticas de empleo en América Latina y el Caribe », Santiago : ILPES,

<http://200.62.227.8/spanish/260ameri/oitreg/activid/proyectos/actrav/edob/material/cadenas/pdf/cp5.pdf>

- ⁸⁹ La structure du marché du travail a changé, avec une réduction du nombre d'emplois dans le secteur public et dans de grandes entreprises privées et une augmentation du nombre d'emplois dans le secteur informel (petits entrepreneurs, indépendants non professionnels et les services à la personne). Cette tendance a considérablement empiré la qualité des emplois. En 1996, pour 100 nouveaux emplois créés, 85 étaient concentrés dans le secteur informel. Ce dernier était considéré comme la plus grande source de création d'emplois dans la région. A.F. Calcagno (2001), « Ajuste estructural, costo social y modalidades de desarrollo en América Latina » In E. Sader (2001) « El ajuste estructural en América Latina. Costos sociales y alternativas », Buenos Aires : CLACSO (Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales), p. 81, <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/sader/sader.html>
- ⁹⁰ R. Joly et coll. (2012) « Be outraged: There are alternatives », Oxford : Oxfam, p. 14, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/be-outraged-there-are-alternatives-224184>
- ⁹¹ Une augmentation des inégalités a été signalée dans 14 des 18 pays pour lesquels des données pertinentes étaient disponibles. UNCTAD (2012), « Trade and Development Report », Genève : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, p. 12, http://unctad.org/es/PublicationsLibrary/tdr2012overview_sp.pdf
- ⁹² K. Watkins (1998), « Economic Growth with Equity: Lessons from East Asia », Oxford : Oxfam, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/economic-growth-with-equity-lessons-from-east-asia-121035>
- ⁹³ A.F. Calcagno (2001) *op. cit.*, p. 81-7
- ⁹⁴ A. Franco-Giraldo, M. Palma et C. Álvarez-Dardet (2006) « Efecto del ajuste estructural sobre la situación de salud en América Latina y el Caribe, 1980–2000 », *Revista e Salud* 2(7), p. 291-9, <http://www.revistaesalud.com/index.php/revistaesalud/article/view/109/308>
- ⁹⁵ K. Watkins (1998), *op. cit.*
- ⁹⁶ La définition de la pauvreté et de la destitution, ainsi que la méthode utilisée pour les estimer, sont disponibles dans CEPAL (1999), *op. cit.*, p. 51.
- ⁹⁷ *ibid.*, p. 81-7
- ⁹⁸ CEPAL (1997), « The Equity Gap: Latin America, the Caribbean and the social Summit », Libros de la CEPAL, série 44, <http://www.eclac.cl/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/xml/2/4702/P4702.xml&xsl=/tpl-tp9f.xsl&base=/tpl/top-bottom.xsl>
- ⁹⁹ P. McCawley (2009), « Mass poverty in Asia: the impact of global financial crisis », document d'orientation politique, juin 2009, Sydney : Lowy Institute for International Policy
- ¹⁰⁰ K. Watkins (1998), *op. cit.*
- ¹⁰¹ Le FMI a publié un rapport le 3 décembre 2012, dans lequel le Fonds a modifié sa politique de contrôle des mouvements de capitaux et a défini des critères justifiant l'adoption de mesures de contrôle des entrées et sorties nationales de capitaux. Il a s'agit d'un virage radical par rapport aux politiques auparavant imposées par le FMI ; FMI (2012), « The Liberalization and Management of Capital Flows: An Institutional View », Washington : FMI, <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2012/111412.pdf>
- ¹⁰² Par exemple, *Progresá* au Mexique, lancé en 1997 ou *Fome Zero* (Faim zéro) au Brésil, dont le programme *Bolsa Família* qui a contribué à la chute des inégalités de 20 % depuis 2001 ;
- ¹⁰³ K. Watkins (1998), *op. cit.*
- ¹⁰⁴ *ibid.*
- ¹⁰⁵ C. W. Dugger (2007), « Ending Famine, Simply by Ignoring the Experts », *New York Times*, 2 décembre 2007, <http://www.nytimes.com/2007/12/02/world/africa/02malawi.html?pagewanted=all&r=0>
Au Malawi, après une récolte désastreuse en 2005, près de cinq millions de personnes (sur une population de 13 millions) ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Deux ans plus tard, en 2007, le Malawi a vendu plus de maïs au Programme alimentaire mondial que tout autre pays du sud de l'Afrique et a exporté des centaines de milliers de tonnes de maïs au Zimbabwe. Cette reprise a résulté d'un programme national de subvention des semences de maïs et des engrais dont ont bénéficié 65 % des agriculteurs.
- ¹⁰⁶ La CODELCO (la corporation nationale du cuivre) détenait 87,4 % des droits d'exploitation en 1980 et en conservait encore une part de 75,3 % en 1990. Entreprise nationale, la CODELCO est la plus importante corporation du cuivre du monde, mais sa part au Chili est désormais nettement inférieure à celle de 1990. P. Meller (2003), « El cobre chileno y la política minera », *Serie Estudios Socioeconómicos* n° 14, CEPLAN, http://www.politicaspUBLICAS.udp.cl/media/publicaciones/archivos/57/capitulo_1.pdf
- ¹⁰⁷ Par exemple, une dette de 1 000 était évaluée sur le marché, puis rachetée par les opérateurs des marchés à sa « valeur réelle » de 200. L'étape suivante consistait, pour le pays débiteur, à rembourser cette dette aux opérateurs des marchés l'ayant acquise, avec une petite marge, soit 210. Finalement, une dette de 1 000 était annulée et échangée contre celle de 210.
- ¹⁰⁸ L. Ball et coll. (2013), *op. cit.*
- ¹⁰⁹ Les inégalités fragilisent les investissements productifs, limitent les capacités de production et de consommation de l'économie, affaiblissent les institutions et participent à l'érosion de la cohésion sociale. Elles permettent d'expliquer la manière dont le même taux de croissance peut déboucher sur différents taux de réduction de la pauvreté. Dans certains cas, la croissance s'accompagne d'une réduction importante du nombre et du pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté. Par exemple, le taux de croissance moyen du Brésil de 1990 et 2009 était de 2,5 % par an et s'est accompagnée d'une légère diminution des inégalités de 0,61 à 0,55 (il reste cependant élevé). Pendant cette période, le pourcentage de la population brésilienne vivant sous le seuil national de pauvreté a été réduit de moitié, chutant de 41,9 à 21,4 %. Dans d'autres cas, toutefois, une croissance considérable a eu lieu sans que les niveaux de pauvreté s'améliorent pour autant. Au Pérou, de 1997 à 2007, le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté a augmenté, malgré un taux annuel de croissance

impressionnant de 3,9 %. R. Gower, C. Pearce et K. Raworth (2012), « Left Behind by the G20? », Oxford : Oxfam, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/left-behind-by-the-g20-how-inequality-and-environmental-degradation-threaten-to-203569>

- ¹¹⁰ Eurostat (2013), « Taux de croissance du PIB réel - en volume », estimations, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&plugin=1&language=fr&pcode=tec00115>
- Pour comparaison, FMI (2013), « World Economic Outlook, April 2013 », Washington : FMI, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2013/01/pdf/text.pdf> Ce document estime que la croissance dans l'UE à 1,3 % pour 2014.
- ¹¹¹ M. Brewer, J. Browne et R. Joyce (2011), « Child and Working-Age Poverty from 2010 to 2020 », Londres : Institute for Fiscal Studies (IFS), <http://www.ifs.org.uk/comms/comm121.pdf>
- L'IFS a estimé qu'une augmentation de la pauvreté relative de 800 000 enfants (augmentation de 5,1 points de pourcentage), de 500 000 parents en âge de travailler (3,4 points de pourcentage) et de 1,4 millions d'adultes en âge de travailler sans enfants (2,5 points de pourcentage), soit un total de 2,7 millions, aurait lieu de 2010 à 2020. À titre de comparaison, d'après les prévisions, la pauvreté absolue pendant la même période sera de 2,2 millions.
- ¹¹² En 2011, dans les pays de l'UE, 121 202 000 personnes vivaient en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, soit 24,3 % de la population totale (Eurostat, « Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale »). Si le niveau de pauvreté devait augmenter de trois points de pourcentage dans l'UE jusqu'à atteindre 27,3 %, cette hausse représenterait une augmentation de 14 963 personnes. Si le niveau de pauvreté devait augmenter de cinq points de pourcentage dans l'UE jusqu'à atteindre 29,4 %, cela représenterait une augmentation de 24 939 millions de personnes. De telles augmentations seront possibles en seulement dix ans, comme l'a montré l'analyse de l'IFS au Royaume-Uni (M. Brewer, J. Browne et R. Joyce (2011) *op. cit.*).
- ¹¹³ Au Royaume-Uni, de 1985 à 2000, les inégalités des revenus nets ont augmenté de quatre points, de 0,31 à 0,35. Si cette tendance se confirme, le Royaume-Uni atteindra 0,38 points d'ici 2025 (contre 0,34 en 2010). Si les inégalités augmentent de quatre points en 15 ans, jusqu'en 2025, dans d'autres pays actuellement confrontés à des mesures d'austérité agressives, nous pourrions voir les indices de Gini atteindre 0,38 en Grèce, au Portugal et en Espagne, 0,37 en Irlande et 0,36 en Italie. Les trois pays développés les plus inégaux, après impôts et transferts, sont la Turquie (0,41 points en 2009), les États-Unis (0,38 points en 2010) et Israël (0,38 points en 2010). D'ici 2025, le Royaume-Uni, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et l'Irlande pourraient alors tous être classés parmi les trois pays développés les plus inégaux. Voir la base de données de l'OCDE, « Inégalité par pays », <http://stats.oecd.org/?lang=fr&SubSessionId=e4ddfc98-71a0-4c2b-a03f-64c795814029&themetreeid=200>
- ¹¹⁴ Le Chili compte le 20^e niveau de pauvreté du monde, avec un indice de Gini de 0,52. La Bolivie a vu une augmentation de 17 points de pourcentage de ses inégalités des revenus nets en deux ans, à la suite de son programme d'ajustement structurel. Si le Royaume-Uni, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et l'Irlande voyaient une augmentation similaire à celle de Bolivie, les inégalités nettes augmenteraient jusqu'à atteindre de 0,48 à 0,52 points et classeraient ces pays parmi les plus inégaux du monde. Une augmentation des inégalités des revenus qui, si elles augmentaient dans la même proportion, amènerait la Grèce à 0,69, l'Irlande à 0,76, le Royaume-Uni à 0,69, le Portugal à 0,69, l'Italie à 0,67 et l'Espagne à 0,67 serait peut-être plus probable et les placerait parmi les pays dont les taux sont les plus élevés du monde.
- ¹¹⁵ Un facteur clé dans les pays dans lesquels la pauvreté des travailleurs augmente a été la perte de la démocratie au travail et des inégalités en matière de négociations de meilleurs salaires, avec une concentration des emplois peu rémunérés dans des secteurs généralement moins syndicalisés.
- ¹¹⁶ P. de Beer (2012), « The Impact of the Crisis on Earnings and Income Distribution in the EU », Bruxelles : European Trade Union Institute, p. 26, <http://www.etui.org/Publications2/Working-Papers/The-impact-of-the-crisis-on-earnings-and-income-distribution-in-the-EU>
- ¹¹⁷ En Indonésie, il a fallu près de dix ans pour que la pauvreté revienne à son taux d'avant la crise (en 2008, la pauvreté a retrouvé son taux de 1997). En Amérique latine, il a fallu attendre 2005 pour que le niveau de pauvreté chute sous son taux de 1980, après un déclin de huit ans à partir de 1997.
- ¹¹⁸ « Reliance on austerity is counterproductive, says former IMF mission chief » (2013), RTE News, <http://www.rte.ie/news/business/2013/0411/380836-too-much-austerity-in-bailout-imf-mission-chief/>
- ¹¹⁹ FMI (2012), « World Economic Outlook: Growth Resuming, Dangers Remain, April 2012 », <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/01/> ; O. Blanchard et D. Leigh (2013), « Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers », document de travail du FMI, <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=40200.0>
- ¹²⁰ FMI (2013), « Greece: Ex Post Evaluation Of Exceptional Access Under The 2010 Stand-By Arrangement », rapport pays du FMI n° 13/156, Washington : FMI, p. 2, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr13156.pdf>
- ¹²¹ Eurostat (2013), « Déficit/surplus, dette et données associées du gouvernement », http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=gov_dd_edpt1&lang=fr
- ¹²² Eurostat (2013), « Dette publique de la zone euro en hausse à 92,2% du PIB » (Bruxelles), p. 2, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-22072013-AP/FR/2-22072013-AP-FR.PDF
- ¹²³ La dette publique de l'Espagne s'élevait à 88,2 % du PIB au premier trimestre 2013, un evaleur très élevée mais encore loin des 160,5 % d'endettement en Grèce ou des 130,2 % en Italie, des 127,2 % au Portugal et des 125,1 % en Irlande. Données d'Eurostat, enregistrées dans l'article « España es el tercer país europeo en que más crece la deuda pública » (2013), *El País*, http://economia.elpais.com/economia/2013/07/22/actualidad/1374483519_643743.html
- ¹²⁴ Intermón Oxfam (2010), « Objetivo Robin Hood. Cómo podemos evitar que la crisis la paguen los de siempre », Intermón Oxfam rapport n° 27, Madrid : Intermón Oxfam, http://www.intermonoxfam.org/sites/default/files/documentos/files/101014_Informe_Objeto_Robin_Hood.pdf
- ¹²⁵ S. Evans (2010), « Is the US stimulus package working? », BBC News, <http://www.bbc.co.uk/news/10113269>
- ¹²⁶ Voir, *par exemple*, K. Trebeck et F. Stuart (2013), « Our Economy: Towards a New Prosperity », Oxford : Oxfam,

<http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/our-economy-towards-a-new-prosperity-294239>

- ¹²⁷ Certaines initiatives de gestion de la dette extérieure ont proposé de couvrir les droits sociaux de base, qui seraient alors déclarés non négociables, et d'en faire une priorité sur les obligations de paiement envers les créditeurs, à l'aide de règles de faillite applicables aux entités municipales des États-Unis.
- ¹²⁸ Transnational Institute (2013), « Military spending and the EU crisis infographic », <http://www.tni.org/article/military-spending-and-eu-crisis-infographic-0>
- ¹²⁹ Oxfam a une vision de « l'emploi décent », où chacun personne en mesure de travailler peut générer un revenu stable et adapté, où tous et toutes sont protégés de l'exploitation et sont en sécurité grâce à des droits du travail adéquats et où, avec le temps, ils sont en mesure de progresser et d'obtenir un emploi mieux rémunéré ; K. Poinasamy (2011), « When Work Won't Pay: In-work poverty in the UK », Oxford : Oxfam, p. 7, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/when-work-wont-pay-in-work-poverty-in-the-uk-197010>
- ¹³⁰ K. Trebeck et F. Stuart (2013) op. cit., *supra* note 109
- ¹³¹ « Socle de protection sociale », ILO, <http://www.ilo.org/secsoc/areas-of-work/policy-development-and-applied-research/social-protection-floor/lang--fr/index.htm>
- ¹³² On parle de « revenu de base » au Royaume-Uni et de « revenu minimum » en Espagne. Voir I. Robeyns (2001), « An income of one's own: A radical vision of welfare policies in Europe and beyond », *Gender & Development* 9(1): 82-9, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/an-income-of-ones-own-a-radical-vision-of-welfare-policies-in-europe-and-beyond-131444>
- ¹³³ D. Green (2012), « From Poverty to Power: How active citizens and effective states can change the world, 2nd Edition », Oxford : Oxfam, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/from-poverty-to-power-2nd-edition-how-active-citizens-and-effective-states-can-249411>
- ¹³⁴ Voir Community Pride Initiative et Oxfam (2005), « Breathing life into democracy: The power of participatory budgeting », Oxford : Oxfam, <http://www.participatorybudgeting.org.uk/documents/breathing%20life%20into%20democracy.pdf>
- ¹³⁵ Voir par exemple, D. Itriago (2011) op. cit.
- ¹³⁶ Commission européenne (2012), « Réprimer la fraude et l'évasion fiscales: la Commission indique la voie à suivre », http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-1325_fr.htm
- ¹³⁷ Conseil européen (2013), « Conclusions », http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/ec/137197.pdf
- ¹³⁸ Les exemples incluent notamment l'utilisation de prix de transfert artificiels (prix auquel la valeur d'un produit est défini dans le cadre des transactions entre entreprises du même groupe), le détournement d'activités vers les paradis fiscaux ou la surévaluation de certains services (allant de l'enregistrement d'une marque de commerce à des services financiers). L'obligation fiduciaire des entreprises envers leurs actionnaires (c.-à-d. la maximisation des bénéfices) ne doit pas être considérée comme une excuse justifiant l'évasion fiscale.
- ¹³⁹ « A level playing field? The need for non-G20 participation in the BEPS process », ActionAid, http://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/beps_level_playing_field_.pdf, signé par Oxfam International

© Oxfam International septembre 2013

Ce document d'information a été rédigé par Teresa Caverio et Krishnah Poinasamy. Oxfam remercie Natalia Alonso, Jon Mazliah, Kevin Roussel, Catherine Olier, Max Lawson, Jaime Atienza, Angela Corbalan et Ferran Esteve pour leur participation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire sur les questions soulevées dans le présent document, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-78077-405-3 en septembre 2013.
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 94 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Intermon Oxfam Espagne (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Novib Oxfam Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

